

ROYAUME DU MAROC
COMMUNE URBAINE DE CASABLANCA, MOHAMMEDIA ET AIN
HARROUDA
SOCIETE LYDEC

Gestion déléguée des services de distribution d'électricité,
d'eau potable et du service d'assainissement liquide à
Casablanca

Appel d'Offres Ouvert
AOO N°23-2017 E/F

Marché cadre
Fourniture de câbles basse tension
Type H1-XDV

Dossier de l'Appel d'Offres

Pièce n°1
Règlement Particulier de l'Appel d'Offres
(RPAO)

SOMMAIRE

DEFINITIONS	4
ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES	7
ARTICLE 2. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	7
ARTICLE 3. GROUPEMENT D'ENTREPRISES ET SOUS TRAITANCE	9
ARTICLE 4. QUALIFICATION DES SOUMISSIONNAIRES	10
ARTICLE 5. VISITE DES LIEUX	11
ARTICLE 6. CONTENU DU DOSSIER DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 7. RETRAIT DU DOSSIER DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 8. ECLAIRCISSEMENTS APPORTES AU DOSSIER DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 9. MODIFICATION DU DOSSIER DE L'APPEL D'OFFRES	13
ARTICLE 10. LANGUE DE LA SOUMISSION	13
ARTICLE 11. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE LA SOUMISSION	13
ARTICLE 12. MONTANT DE L'OFFRE FINANCIERE	16
ARTICLE 13. MONNAIES DE LA SOUMISSION ET DU REGLEMENT	17
ARTICLE 14. VALIDITE DES OFFRES	17
ARTICLE 15. CAUTION DE SOUMISSION (Cautionnement Provisoire)	17
ARTICLE 16. SOLUTION DE BASE ET VARIANTES	18
ARTICLE 17. FORME ET SIGNATURE DE LA SOUMISSION	18
ARTICLE 18. PRESENTATION ET REMISE DES OFFRES -	19
ARTICLE 19. RETRAIT DES OFFRES	20
ARTICLE 20. DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES - SOUMISSIONS HORS DELAI	20
ARTICLE 21. OUVERTURE DES SOUMISSIONS	21
ARTICLE 22. CARACTERE CONFIDENTIEL DE LA PROCEDURE	22
ARTICLE 23. ECLAIRCISSEMENTS APPORTES AUX SOUMISSIONS	22
ARTICLE 24. EXAMEN PRELIMINAIRE DES SOUMISSIONS / DETERMINATION DE LA CONFORMITE	22
ARTICLE 25. EVALUATION DETAILLEE DES SOUMISSIONS	23
ARTICLE 26. CORRECTION DES ERREURS	24
ARTICLE 27. EVALUATION DES OFFRES FINANCIERES	24
ARTICLE 28. CRITERES D'ATTRIBUTION	26
ARTICLE 29. RESULTATS DES PROCEDURES	26
ARTICLE 30. APPROBATION DES MARCHES	26
ARTICLE 31. ATTRIBUTION DE COMPETENCE	26
ARTICLE 32. DROIT D'ACCEPTER OU DE REJETER DES SOUMISSIONS - OU APPEL D'OFFRES INFRUCTUEUX	26
ARTICLE 33. ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES	27
ARTICLE 34. GARANTIE DE BONNE EXECUTION (Cautionnement Définitif)	27
ARTICLE 35. INEXACTITUDE DE LA DECLARATION SUR L'HONNEUR	28
ARTICLE 36. DESISTEMENT D'UN CONCURRENT	28
ARTICLE 37. CLAUSES DE CONFIDENTIALITE ET DE DEONTOLOGIE	28
ARTICLE 38. RECLAMATIONS DES CONCURRENTS	28
ANNEXE 1 : MODÈLE DECLARATION SUR L'HONNEUR PAR LOT	30
ANNEXE 2 : MODÈLE DE CAUTION DE SOUMISSION PAR LOT	31
ANNEXE 2 BIS : MODÈLE DE GARANTIE DE BONNE EXECUTION	32
ANNEXE 3 : DECLARATION DE SOLIDARITE - MANDATAIRE COMMUN PILOTE	33
ANNEXE 3BIS : CONVENTION DE GROUPEMENT PAR LOT	34
ANNEXE 4 : MODÈLE - ACTE D'ENGAGEMENT (PAR LOT)	37
ANNEXE 5 : MODELE DE GARANTIE SOLIDAIRE PAR LOT	39
ANNEXE 6 : FICHE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES REFERENCES TECHNIQUES	40

ANNEXE 7 : FICHE DE RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS.....	41
ANNEXE 8 : FICHE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES MOYENS HUMAINS ET MATERIELS.....	43
ANNEXE 9 : MODELE D'ATTESTATION DE CAPACITE FINANCIERE SPECIFIQUE.....	44
ANNEXE 10 : MODELE D'ENGAGEMENT DE LIVRAISONS ET DE STOCK DEDIE POUR LYDEC PAR LOT.....	45
ANNEXE 11 : LISTE DES ECHANTILLONS A FOURNIR « OBLIGATOIRE ».....	46

Définitions

Au sens du présent règlement, il est entendu par :

- **Candidat** : Toute personne physique ou morale qui participe à l'appel à la concurrence dans sa phase antérieure à la remise des offres ou à une procédure négociée avant l'attribution du marché.
- **Concurrent** : Le candidat ou le soumissionnaire.
- **Soumissionnaire** : Toute personne physique ou morale qui propose une offre en vue de la conclusion d'un marché.
- **Attributaire** : Soumissionnaire dont l'offre a été retenue avant la notification de l'approbation du marché.
- **Titulaire** : Attributaire auquel a été notifiée l'approbation du marché.
- **Offre** : Toute proposition de prestations et de prix faite par un candidat dans le cadre d'une procédure d'attribution d'un marché par appel d'offres, marché négocié.
- **Offre la mieux disante** :
 - Cas avec pondération : offre retenue suite à l'examen des dossiers administratifs et techniques et à l'évaluation des offres techniques, dont la note est la plus grande suite à l'application d'une pondération entre l'offre financière et celle technique.
 - Cas sans pondération : dont le prix est le plus bas, parmi toutes offres retenues suite à l'examen des dossiers administratifs et de qualification et à l'évaluation des offres techniques.
- **Bordereau des prix formant détail estimatif** : Document qui contient une décomposition par poste des prestations à exécuter et indique, pour chacun des postes, une quantité présumée, le prix unitaire applicable et le prix partiel.
- **Sous détail des prix** : Document qui fait apparaître, pour un ou plusieurs prix, les éléments intrants : les quantités, et le montant des matériaux et fournitures, de salaires, des frais de fonctionnement du matériel, des frais généraux, taxes et marges ; ce document n'a pas de valeur contractuelle, sauf disposition contraire prévue dans le marché ;
- **Décomposition du montant global** : Document qui, pour un marché à prix forfaitaires, contient une répartition par poste des prestations à exécuter, effectuée sur la base de la nature des prestations à réaliser ; il indique ou non les quantités forfaitaires pour les différents postes.
- **Bordereau du prix global** : document qui, pour un marché à prix global, indique la prestation à réaliser et le prix forfaitaire correspondant.
- **Lot** : Une partie des prestations à lancer dans le cadre d'un même appel à la concurrence :
 - En ce qui concerne les fournitures : un ensemble d'articles, d'objets assortis ou de marchandises vendues ensemble ;
 - En ce qui concerne les autres catégories de prestations, partie d'un tout (corps d'état) ou groupe de prestations appartenant à un ensemble plus ou moins homogène, présentant des caractéristiques techniques semblables ou complémentaires.
- **Marché** : Tout contrat écrit à titre onéreux conclu entre, d'une part, la société Maître d'Ouvrage et, d'autre part, une personne physique ou morale, appelée Prestataire, fournisseur ou prestataire de services, ayant pour objet l'exécution de travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services.
- **Marché de Fournitures** : marché qui a pour objet l'achat, la prise en crédit-bail, la location ou la location-vente avec ou sans option d'achat de biens de toute nature y compris des matières premières, produits, équipements, et objets sous forme solide, liquide ou gazeuse, ainsi que les services accessoires à la fourniture de ces biens.
- **Marché de Services** : marché qui n'est ni un marché de travaux ni un marché de fournitures. Il comprend également le marché d'étude ou de prestations intellectuelles.
- **Marché de Travaux** : marché qui a pour objet la réalisation de tous travaux d'infrastructures, de bâtiment, de génie civil, d'équipements, ou de la réfection d'ouvrages de toute nature.

• **Marché Cadre** : Il peut passer des marchés dits « marchés cadre » lorsque la quantification et le rythme d'exécution d'une prestation, qui présente un caractère prévisible et permanent, ne peuvent être entièrement déterminés à l'avance. Les marchés cadre ne fixent que le minimum et le maximum des prestations arrêtées en valeur ou en quantités susceptibles d'être commandées au cours d'une période déterminée n'excédant pas une année.

Le maximum des prestations ne peut être supérieur à trois fois le minimum.

Les marchés cadre doivent comporter une clause de tacite reconduction sans toutefois que la durée totale du contrat puisse excéder trois années.

• **Marchés reconductibles** : Il peut passer des marchés dits « marchés reconductibles » lorsque les quantités peuvent être déterminées à l'avance par le Maître d'Ouvrage et présentent un caractère prévisible, répétitif et permanent.

Les marchés reconductibles doivent déterminer notamment les spécifications, la consistance, les modalités d'exécution et le prix des prestations susceptibles d'être réalisées au cours d'une période n'excédant pas une année et dans la limite des crédits budgétaires.

Les marchés reconductibles doivent indiquer la durée pour laquelle ils sont conclus. Ces marchés comportent une clause de tacite reconduction, sans toutefois que la durée totale de chaque marché puisse excéder trois années.

• **Marchés à tranches conditionnelles** : Il peut passer des marchés dits <marchés à tranches conditionnelles> lorsque la prestation à réaliser peut être divisée en deux ou plusieurs tranches constituant chacune un ensemble cohérent, autonome et fonctionnel.

Le marché à tranches conditionnelles doit porter sur la totalité de la prestation et définir la consistance, le prix et les modalités d'exécution de chaque tranche.

Le marché à tranches conditionnelles est divisé en :

- ☞ une tranche ferme couverte par les crédits disponibles, à exécuter dès la notification de l'approbation du marché ;
- ☞ une ou plusieurs tranches conditionnelles dont l'exécution est subordonnée d'une part, à la disponibilité des crédits et d'autre part à la notification d'un ou plusieurs ordres de service prescrivant son (ou leur) exécution, dans les délais prévus par le marché.

• **Marchés allotis** : Lorsque l'allotissement est susceptible de présenter des avantages économiques financiers, ou techniques, la prestation peut être répartie en lots pouvant donner lieu, chacun, à un marché distinct ou faire l'objet d'un marché unique.

• **Marché à prix global** : Le marché à prix global est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations qui font l'objet du marché. Ce prix forfaitaire est calculé, s'il y a lieu, sur la base de la décomposition du montant global. Dans ce cas, chacun des postes de la décomposition est affecté d'un prix forfaitaire. Le montant global est calculé par addition des différents prix forfaitaires indiqués pour tous ces postes.

• **Marché à prix unitaires** : Le marché à prix unitaires est celui dans lequel les prestations sont décomposées, sur la base d'un bordereau des prix formant détail estimatif, en différents postes. Les prix unitaires sont forfaitaires.

Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

• **Marché à prix mixtes** : Le marché est dit à prix mixtes lorsqu'il comprend des prestations rémunérées en partie sur la base d'un prix global et en partie sur la base de prix unitaires, dans ce cas le règlement s'effectue respectivement suivant les modalités prévues aux points 1 et 2 du paragraphe ci-dessus.

• **Marché à prix fermes** : Le prix du marché est ferme lorsqu'il ne peut être modifié en raison des variations économiques survenues pendant le délai de son exécution.

• **Marché à prix révisables** : Le prix du marché est révisable lorsqu'il peut être modifié en raison des variations économiques en cours d'exécution de la prestation.

• **Marché à prix provisoire** : Le marché est passé à prix provisoire lorsque l'exécution de la prestation doit être commencée alors que toutes les conditions indispensables à la détermination d'un prix initial définitif ne sont pas réunies en raison de la complexité de la prestation objet du marché et de son caractère urgent.

• **Prestation(s)** : Travaux, fournitures ou services. Le prestataire est la personne physique ou morale chargée d'exécuter les prestations.

• **Bon de commande** : a pour objet l'exécution de certaines natures de travaux, la livraison de certaines fournitures ou la prestation de certains services dans les conditions fixées par le présent règlement.

- **Maître d'Ouvrage** : Personne physique ou morale, désignée par ce terme dans les documents du marché et pour le compte de qui les prestations ou ouvrages sont exécutés.
- **Maître d'œuvre** : Personne physique ou morale de droit public ou droit privé chargée de prestations attachées aux aspects architectural et technique de la réalisation d'un ouvrage de bâtiment ou d'infrastructure aux termes d'un marché de maîtrise d'œuvre ; il accomplit tout ou partie des missions suivantes : réalisation des études de projet, établissement du dossier de l'appel d'offres, assistance au Maître d'Ouvrage dans la passation, la direction de l'exécution des marchés de travaux, dans les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.
- **Groupement d'entreprises** : Groupe d'entreprises ayant souscrit un acte d'engagement unique, et représentées par l'une d'entre elles qui assure une fonction de mandataire.
- **Sous-traitant** : Personne physique ou morale chargée, dans les conditions fixées dans le marché, de l'exécution d'une partie des prestations prévues dans ledit marché.

REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES **(R.P.A.O)**

A - GENERALITES

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1** Le présent appel d'offres est lancé par LYDEC suivant les modalités prévues au contrat de gestion déléguée des services de distribution d'électricité, d'eau potable et du service d'assainissement liquide à Casablanca, fixant les conditions et les formes dans lesquelles sont passés les marchés de travaux, fournitures ou services par la société LYDEC. Il est expressément stipulé qu'en cas de contradiction, de non concordance ou de différence entre les dispositions du présent Règlement d'appel d'offres et les dispositions du contrat précité, ce sont les dispositions du présent Règlement d'appel d'offres qui priment.
- 1.2** Ne peuvent participer au présent appel d'offres que les sociétés répondant aux dispositions de l'Article 4 du présent Règlement d'appel d'offres.
- 1.3** Dans toutes les pièces du présent appel d'offres :
- Le terme « Maître d'Ouvrage – "MO" » désigne **LYDEC**;
 - Les termes « Société », « Prestataire », « Entreprise », « Fournisseur », « Entrepreneur », « Maître d'œuvre - "MCE" », « Ingénieur Conseil - "IC" » ou « Groupement » désignent **le Soumissionnaire** ou le chargé par le Maître d'Ouvrage pour l'exécution des prestations, qu'il s'agisse d'entreprises agissant seuls ou de Groupements d'Entreprises conjoints et solidaires, représentés par leur mandataire ;
 - Le terme « Prestations » sous-entend également « Services », « Etudes », « Travaux » ou « Fournitures » désignent l'ensemble des services, Etudes, Travaux, ou Fournitures que le soumissionnaire mis à la disposition du Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent marché ;
 - Le terme « Jour » désigne **un jour calendaire** ;
 - Le terme « Soumission » désigne l'ensemble des documents que le Soumissionnaire doit fournir au titre de sa soumission au présent appel d'offres.
 - Le terme « Projet » signifie les prestations à réaliser objet du présent marché
 - Le terme « Le personnel » désigne les personnes engagées par le soumissionnaire ou par un de ses sous-traitants en tant qu'employés, et assignés à l'exécution de tout ou partie des prestations.
- 1.4** Aux fins de ce qui est demandé ci-dessous, les Soumissionnaires devront faire leur affaire pour présenter une Soumission conforme en l'adaptant au maximum aux définitions des pièces exigées par le présent Règlement. Tout Soumissionnaire dans le cadre du présent appel d'offres est tenu de fournir au Maître d'Ouvrage tous les renseignements demandés.
- 1.5** Chaque Soumissionnaire ne présentera qu'une seule Soumission, que ce soit à titre individuel ou en tant que membre d'un groupement d'Entreprises. Un Soumissionnaire qui présenterait ou participerait à plusieurs Soumissions sera disqualifié.
- 1.6** Chaque soumissionnaire supportera intégralement tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. Le Maître de l'Ouvrage ne sera en aucun cas responsable de ces coûts ni tenue de les payer, de quelque façon que se déroule la procédure de l'appel d'offres et quel qu'en soit le résultat final.

ARTICLE 2. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Lydec lance le présent appel d'offres **Ouvert** ayant pour objet la conclusion d'un marché cadre concernant **la fourniture de câbles basse tension de type : H1- XDV**

Les prestations objet du présent marché sont scindées en **02 lots** "identiques" comme suit :

	Code article	Désignation	Quantité minimale	UQ
LOT 1	104291	CABLE BT H1 XDV AS 3X240+95 ALU	13500	ML
	104292	CABLE BT H1 XDV AS 3X150+70 ALU	2300	ML
	104293	CABLE BT H1 XDV AS 3X95+50 ALU	1300	ML
	104294	CABLE BT H1 XDV AS 4X50 ALU	1800	ML
LOT 2	104291	CABLE BT H1 XDV AS 3X240+95 ALU	13500	ML
	104292	CABLE BT H1 XDV AS 3X150+70 ALU	2300	ML
	104293	CABLE BT H1 XDV AS 3X95+50 ALU	1300	ML
	104294	CABLE BT H1 XDV AS 4X50 ALU	1800	ML

Chaque concurrent peut soumissionner pour un ou plusieurs lots.

Toutefois, il ne peut être attributaire que du lot que la commission d'appel d'offres décide de lui attribuer même s'il est le moins disant sur l'ensemble des lots.

Chaque lot ne peut être scindé entre plusieurs concurrents.

Le soumissionnaire, du fait d'avoir soumissionné, reconnaît le droit du Maître d'Ouvrage de ne pas donner suite à un lot ou à la totalité de l'appel d'offres.

Nonobstant ce qui précède la commission se réserve, pour des raisons opérationnelles, le droit d'attribuer un ou plusieurs lots à un seul soumissionnaire, lorsqu'elle estimerait qu'il y a :

- manque de soumissionnaires admis (administrativement et/ou techniquement) ou,
- un intérêt économique et/ou opérationnel à attribuer plus d'un lot au même soumissionnaire.

L'examen des offres des concurrents se fait lot par lot. L'attribution des lots s'effectue, après examen et évaluation des offres concernant tous les lots. Dans ce cas, les offres présentées par les concurrents et proposant des remises sur le prix et des réductions des délais en fonction du nombre de lots susceptibles de leur être attribués sont prises en considération. En tout état de cause les offres à retenir sont celles dont la sommation est la plus avantageuse en tenant compte de l'ensemble des lots.

Le principe du moins disant sera retenu pour l'attribution du marché faisant suite au présent appel d'offres.

L'ensemble de la fourniture s'entend matériel transporté et déchargé sur le site de stockage désigné par Lydec.

Le fournisseur précisera également dans son offre son engagement de livrer dans un délai de **48 h** à la réception de la commande.

Le marché conclu à l'issue de cet appel d'offres sera réalisé par la passation des commandes qui préciseront les quantités à livrer par références et les dates de livraison.

La durée du marché est fixée par lot à compter de la date de signature du marché par les deux parties comme suit :

- Lot n°01: 12 Mois

- Lot n°02: 12 Mois

« Pendant toute la durée du marché cadre, les prestations à réaliser, leurs quantités par référence et leurs dates de démarrage, de livraison ou d'exécution sont précisés pour chaque commande par le Maître d'Ouvrage en fonction des besoins à satisfaire ».

La durée du marché cadre conclu à l'issue de cet appel d'offres sera d'une **(1) année renouvelable** aux conditions stipulées au CCAF (pièce 2.1 du dossier de l'appel d'offres) sans que la durée totale ne puisse **dépasser trois (03) années** à compter de la signature du marché.

Limite des engagements

Le marché cadre, fixera le minimum et le maximum par lot des fournitures, arrêtée en valeur susceptibles d'être commandées durant une période d'un an comptée à partir de la date de la signature du marché :

- a. la valeur minimale par lot des prestations par lot susceptibles d'être commandées dans le cadre du marché pour une période douze (12) mois est égale au montant résultant de la multiplication des quantités indiquées dans le bordereau des prix formant le détail estimatif (pièce n°3 du marché) par les prix unitaires figurant dans le même bordereau (Valeur minimale = quantité × prix unitaire).
- b. La valeur maximale par lot des prestations susceptibles d'être commandées dans le cadre du marché pour une période douze (12) mois ne pourra pas dépasser trois (03) fois la valeur minimale telle que précisée ci-dessus en alinéa (a).
- c. Nonobstant ce qui précède, les quantités par item indiquées dans le bordereau de prix ne constituent aucunement un engagement de LYDEC, elles sont données uniquement à titre indicatif, et Lydec ne s'engage que sur la valeur minimale tel que définie ci-dessus « "qui comprend le stock dédié" ». En cas de variation par rapport à ces quantités, le prestataire titulaire du marché ne pourra demander aucune indemnité de quelle que nature que ce soit, ou d'émettre des réclamations.
- d. LYDEC assurera un suivi de la consommation des commandes ou des ordres de services passés aux Entreprises titulaires.
- e. Les prestations objet du présent appel d'offres concernent l'ensemble du territoire de la Gestion Déléguée.

Le fournisseur précisera dans son offre son engagement de tenir pendant toute la durée du marché un stock dédié équivalent à 10% de la quantité minimale par article à livrer dans maximum de **48h** après réception de commande en cas d'urgence.

Le fournisseur précisera également dans son offre son engagement de livrer dans un délai de **04 semaines** pour des quantités équivalentes à 3 fois la taille du stock dédié. Un délai de constitution du stock dédié de **04 semaines** sera prévu au début du contrat.

Les différentes prestations à fournir dans le cadre du présent appel d'offres sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 3. GROUPEMENT D'ENTREPRISES ET SOUS TRAITANCE

Le terme "Prestataire" désigne soit un Prestataire agissant seul, soit un groupement de Prestataires conjoints. Il est précisé que les Prestataires qui n'auront pas été constitués en Groupement à la date de dépôt des offres ne pourront pas être admis comme Prestataires conjoints (**groupement conjoint**), mais uniquement en tant que sous-traitants du Prestataire titulaire du Marché à intervenir, objet du présent appel d'offres.

1 - Groupement :

1.1 Les concurrents peuvent présenter leurs offres sous forme de groupement **conjoint** dans les conditions qui suivent :

-Chacun des membres du groupement devra, pour la part dont il aura la charge et qui devra être clairement indiquée dans la Soumission, être agréé par la Commission des Marchés.

- Chacun des concurrents membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché ;
- L'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du Maître d'Ouvrage et coordonne les prestations desdits membres. Les paiements seront exclusivement confiés au mandataire, à charge pour lui de les répartir sur les autres membres.
- La mission du mandataire prendra fin lorsque l'ensemble des éléments ci-dessous seront parachevés, réglés ou parvenus à leur terme :
 - ☛ Lorsque la réception définitive est prononcée ;
 - ☛ Lorsque les obligations contractuelles du marché issues du présent appel d'offres et des éventuels avenants obtenus par le groupement auront été entièrement exécutées ;
 - ☛ Lorsque les comptes et les différents éventuels avec Lydec, auront été apurés et réglés ;
 - ☛ Lorsque toutes les réserves auront été levées.
- Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l'égard du Maître d'Ouvrage, en ce qui concerne l'exécution du marché. En particulier, il doit pallier toute défaillance éventuelle des autres membres ; Nonobstant cette disposition, le maître d'ouvrage peut valablement se prévaloir, à tout moment, de la convention de groupement pour mettre en œuvre la solidarité des membres du groupement et les autres engagements y prévus.

- La minute de convention du groupement précisera la composition du groupement et le rôle de chaque entreprise dans celui-ci et **la liste des tâches et la quote-part en pourcentage de la Soumission** correspondant aux prestations de chaque Entreprise du Groupement.
- Le groupement dans son ensemble doit satisfaire les exigences financières minimales fixées dans le présent RPAO. Celui-ci fixe les critères financiers minima requis que doit remplir le mandataire et éventuellement chaque membre du groupement ;
- Chaque membre du groupement doit justifier des capacités juridiques, techniques et financières requises pour la réalisation des prestations pour lesquelles il s'engage conformément à la convention de la constitution du groupement présentée au niveau du dossier administratif ;

1.2 Le cahier des prescriptions spéciales, l'offre financière et le cas échéant l'offre technique présentés par un groupement sont signés soit par l'ensemble des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché. Chaque membre de groupement est tenu de présenter les attestations de chiffres d'affaires, références techniques. Chaque membre de groupement doit avoir les références techniques requises pour l'exécution des tâches et prestations dont il a la responsabilité au sein du groupement. Une référence présentée par un membre de groupement ne sera considérée que dans la mesure où la tâche couverte par la référence est prévue d'être réalisée par ce membre.

2 - Sous-Traitance :

Le Soumissionnaire indiquera à l'appui de sa soumission, la liste et les références des sociétés proposées en tant que sous-traitants et leur dossier administratif, en indiquant les natures des prestations qui leur seront confiés.

En aucun cas, la sous-traitance ne peut dépasser cinquante pour cent (50 %) du montant du marché, ni porter sur le corps d'état principal du marché, ni porter sur les parties du marché qui sont la spécialité du titulaire et qui lui sont confiées en raison de ses moyens et de son expérience professionnelle.

Les sous-traitants seront soumis à l'agrément du Maître d'Ouvrage. Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de refuser tout sous-traitant qui ne présenterait pas les références suffisantes pour exécuter les prestations ou assurer les fournitures dont il aurait la charge et le Prestataire s'engage à présenter de nouveaux sous-traitants jusqu'à ce qu'il ait reçu l'agrément du Maître de l'Ouvrage sans qu'il en résulte une quelconque augmentation de prix.

Les sous-traitants agréés fourniront un engagement de respecter les clauses techniques les concernant dans le Marché définitif, ainsi que les procédures de sécurité. Ces dispositions ne réduiront en aucune façon la responsabilité du Prestataire, au sujet des prestations exécutées par ses sous-traitants.

3 - Condition d'admission du groupement :

En cas de soumission en Groupement, les critères de qualification obtenus par chacun des membres d'un groupement d'entreprises sont ajoutés pour déterminer si le soumissionnaire répond aux critères de sélection minima énoncés à l'article 4 ci-dessous.

Toutefois, pour qu'un groupement d'entreprises remplisse les conditions fixées, chacun de ses membres doit satisfaire **au moins 20 % du chiffre d'affaires** énumérés à l'article 4 ci-dessous en tant que soumissionnaire individuel, et le mandataire du groupement à **au moins 70% du même chiffre**. Si ces conditions ne sont pas remplies, la soumission du groupement est rejetée.

En général, l'expérience et les ressources des sous-traitants ne seront pas prises en considération pour déterminer si le soumissionnaire répond aux critères de sélection.

ARTICLE 4. QUALIFICATION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Pour se voir attribuer le Marché, les Soumissionnaires doivent établir à la satisfaction du Maître de l'Ouvrage qu'ils ont les capacités et les ressources nécessaires pour mener à bien l'exécution des prestations objet du présent appel d'offres et ils doivent justifier de références sérieuses pour des prestations similaires **par lot** (avec un minimum de trois (3) références durant les cinq (05) dernières années).

Aussi, ils doivent avoir réalisé un chiffre d'affaires annuel moyen au cours des trois dernières années d'un montant minimum fixé **par lot** à :

LOT N°	Montant du CA (en chiffres)	Montant du CA (en lettres)
1	3 450 000,00 DH HT	Trois million quatre cent cinquante mille dirhams
2	3 450 000,00 DH HT	Trois million quatre cent cinquante mille dirhams

En cas de soumissions à plus d'un lot, les chiffres d'affaires minimums correspondants seront additionnés.

2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :
- les personnes en liquidation judiciaire ;
 - les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- a) Ne pas avoir fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive de la part de LYDEC, lorsque des actes frauduleux, des infractions ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du titulaire.
- b) Avoir réglé les frais afférents au retrait du dossier d'appel d'offres (récépissé de paiement).

ARTICLE 5. VISITE DES LIEUX

SANS OBJET

B - DOSSIER DE L'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 6. CONTENU DU DOSSIER DE L'APPEL D'OFFRES

Le dossier de l'appel d'offres comprend les documents énumérés ci-après et doit être lu en même temps que tout additif publié conformément à l'Article 9 ci-après :

- **Pièce n°1** : Règlement Particulier de l'appel d'offres (R.P.A.O) et ses annexes.
 - ✓ Annexe 1 : modèle de déclaration sur l'honneur
 - ✓ Annexe 2 : modèle de caution de soumission – caution provisoire
 - ✓ Annexe 2 bis : modèle de garantie de bonne exécution
 - ✓ Annexe 3 : déclaration de solidarité – mandataire commun pilote
 - ✓ Annexe 3 bis : convention de groupement
 - ✓ Annexe 4 : modèle d'acte d'engagement (pour les Marchés cadres)
 - ✓ Annexe 5 : engagement de garantie solidaire pour les produits fournis
 - ✓ Annexe 6: fiche de renseignements sur les références techniques
 - ✓ Annexe 7 : fiche de renseignements administratifs et financiers
 - ✓ Annexe 8 : fiche de renseignements sur les moyens humains et matériels
 - ✓ Annexe 9 : modèle d'attestation de capacité financière spécifique
 - ✓ Annexe 10 : modèle d'engagement de livraisons et de stock pour Lydec
 - ✓ Annexe 11 : liste des Echantillons à fournir – obligatoire
- **Pièce n°2** : Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS)
 - **Pièce n°2.1** : Cahier des Clauses Administratives et Financières (C.C.A.F).
 - **Pièce n°2.2** : Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)
- **Pièce n°3** : Bordereau des Prix Unitaires Formant Détail Estimatif (BPU-DE) **par lot**
- **Pièce n°4** : Conditions Générales d'Achats

ARTICLE 7. RETRAIT DU DOSSIER DE L'APPEL D'OFFRES

Les dossiers d'appel d'offres sont mis à la disposition des candidats dès la première parution de l'avis de publicité ou l'envoi de la lettre circulaire aux candidats, jusqu'à la date d'ouverture des plis, contre rémunération telle que fixée dans l'avis de publication. Le retrait des dossiers d'appel d'offres s'effectue auprès du secrétariat de la **Direction des Achats et Logistique de LYDEC**, sise au 1er étage Immeuble Laâroussi, 48 rue Mohamed Diouri Casablanca contre la rémunération prévue dans l'avis de publication.

L'avis de publication ainsi que les pièces constituant le dossier d'Appel d'offres peuvent être consultés sur Internet dans le site Lydec www.lydec.ma.

NB : Le téléchargement, via Internet, des cahiers des charges relatifs aux appels d'offres de LYDEC ne dispense, en aucune manière, les sociétés intéressées à retirer le dossier d'appel d'offres et à payer les frais y afférent à la Direction des Achats et Logistique de LYDEC et ce avant la date limite de remise des offres.

Seules les sociétés disposant du récépissé de paiement de ces frais seront habilitées à participer à l'appel d'offres en question.

Dans le cas où le soumissionnaire aurait mandaté une autre entreprise pour retirer le dossier d'appel d'offres, il doit en informer la Direction des Achats et Logistique par courrier au moment du retrait du cahier des charges.

ARTICLE 8. ECLAIRCISSEMENTS APPORTES AU DOSSIER DE L'APPEL D'OFFRES

Tout Soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le dossier d'appel d'offres peut en faire la demande **par écrit exclusivement** (lettre, télex ou télécopie), **adressé au Directeur des Achats et Logistique** et envoyés à l'adresse de LYDEC, 1^{er} étage, immeuble Laâroussi, 48 rue Mohamed Diouri à Casablanca,

Ces demandes d'éclaircissement devront parvenir au Maître de l'Ouvrage au plus tard **10 jours** avant la date limite de dépôt des offres indiquée à l'Article 20 ci-après.

Le Maître d'Ouvrage répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement sur les documents d'appel d'offres avant la date limite de dépôt des offres figurant à l'Article 20 ci-après. Une copie de cette réponse, indiquant la question posée mais sans en mentionner l'auteur, sera adressée à tous les Soumissionnaires ayant retiré le dossier d'appel d'offres.

En aucun cas les soumissionnaires ne pourront se prévaloir de réponse orale ou émanant de personnes non habilitées.

ARTICLE 9. MODIFICATION DU DOSSIER DE L'APPEL D'OFFRES

Le Maître d'ouvrage peut modifier, par voie d'amendement (additif ou rectificatif), les documents de l'appel d'offres, sans changer son objet, soit à son initiative soit en réponse à une demande d'éclaircissement émanant d'un candidat.

La modification sera notifiée par écrit simultanément à tous les candidats ayant retiré le dossier d'appel d'offres et ce, au plus tard **sept (07) jours avant la date limite de remise des plis**. Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir soulever aucune réclamation à ce sujet.

Ces modifications ou précisions sont annexées aux dossiers d'appel d'offres non encore retirés.

Le Maître d'ouvrage aura toute latitude pour reculer, le cas échéant, la date limite de dépôt des offres pour donner aux concurrents les délais nécessaires à la prise en considération des modifications ci-dessus dans la préparation de leurs offres.

C - PREPARATION DES SOUMISSIONS

ARTICLE 10. LANGUE DE LA SOUMISSION

Tous les documents constitutifs de la Soumission, ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la Soumission, échangés entre le Soumissionnaire et le Maître de l'Ouvrage, seront rédigés en français. Les documents complémentaires et tous les documents imprimés fournis par le Soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction exacte des passages concernant la soumission dans la langue française, auquel cas, aux fins d'interprétation de la Soumission, seule la traduction en français fera foi.

ARTICLE 11. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE LA SOUMISSION

Observation générale importante

Il est à signaler que l'absence d'une des pièces citées ci-dessus et expressément exigées dans le Règlement Particulier de l'appel d'offres (RPAO) ou la non-conformité de celles-ci aux modèles annexés à ce présent document, pourra entraîner le rejet pur et simple de la Soumission, et ce sans possibilité de contestations de la part du Soumissionnaire.

Les Soumissionnaires devront obligatoirement déposer une Soumission conforme aux exigences du présent Règlement. La Soumission devra être constituée des documents suivants :

- Dossier Administratif : **(1 original)**
- Dossier Technique : **(2 exemplaires originaux + 1 copie)**
- Dossier Complémentaire : **(1 original)**
- Offre Technique : **(2 exemplaires originaux + 1 copie)**
- Offre Financière : **(1 original + CD Rom version Excel)**

L'offre sera constituée par l'ensemble de ces dossiers dûment signés, paraphés et portant le cachet du Prestataire ou du groupement de Prestataires soumissionnaire(s). Ces pièces seront regroupées en (trois) 03 enveloppes conformément aux précisions stipulées dans l'article 18 du RPAO.

En cas d'absence d'un dossier, la commission pourra entraîner le rejet pur et simple de la Soumission, et ce sans possibilité de contestations de la part du Soumissionnaire.

11 - 1 - DOSSIER ADMINISTRATIF : UN ORIGINAL (par lot)

Le dossier administratif devra comprendre pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- 1. Déclaration sur l'honneur** en un seul exemplaire conforme à l'**annexe 1** du présent RPAO, cachetée, signée et timbrée, établie par chacun des soumissionnaires **avec signature légalisée** auprès de l'autorité compétente.
- 2. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu le cas échéant. La caution provisoire doit être établie conformément à l'article 15 ci-après et au modèle figurant à l'**annexe 2** du présent RPAO.
- 3. Déclaration de solidarité en cas de groupement** (voir modèle joint **annexe 3** du présent RPAO).
- 4. Une copie certifiée conforme de la convention de groupement avec signature légalisée** accompagnée d'une note indiquant l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, les répartitions des prestations, le cas échéant (voir modèle joint **annexe 3 bis** du présent RPAO).

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, il devra communiquer à LYDEC dans les 48 heures de la réception de l'écrit l'informant de l'acceptation provisoire de son offre, les pièces a, b, c et d (ci-après dénommées le complément du dossier administratif). En cas de non-respect de cette obligation ou de non-conformité des pièces du

complément aux exigences du présent RPAO, Lydec se réserve de rejeter l'offre et de passer le marché au soumissionnaire dont l'offre a été classée deuxième:

- a) La ou les **pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
- les statuts de société et le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale.
 - Un acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant, l'acte doit comporter l'acceptation formelle du délégataire.
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale **délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière** ou à défaut de paiement qu'il a constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale **délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale** certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) **Extrait ou sa copie certifiée conforme (recto verso) du Registre de Commerce (modèle n°7 ou I)** faisant ressortir les inscriptions **délivré depuis moins de 3 (trois) mois** (de l'ensemble des co-traitants en cas de groupement).
- e) **L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b), c) et d) ci-dessus**, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

NB : En cas de groupement, l'ensemble des co-traitants, sous peine d'écartement de la soumission, devront constituer chacun l'ensemble des pièces du dossier administratif (à l'exception du cautionnement provisoire qui pourra être produit par l'un des co-traitants ou conjointement par l'ensemble des co-traitants). Lorsque le concurrent ou le candidat est une personne morale de droit public, il est dispensé de fournir les pièces visées aux paragraphes (b, c et d). Toutefois, il doit fournir également une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché et une copie du texte l'autorisant à se faire rémunérer au titre des services rendus.

IMPORTANT : Toutes copies des Pièces N° 1, 3, 4 et (a, b, c et d) doivent être obligatoirement timbrées et certifiées conformes par les autorités compétentes.

11 - 2 - DOSSIER TECHNIQUE : 2 exemplaires originaux + 1 copie

Le dossier technique devra comprendre :

- Une note de présentation de l'entreprise**, notamment une fiche de renseignements juridiques, administratifs et financiers du Soumissionnaire conforme au modèle figurant à l'**Annexe n°7**. En cas de groupement, ces documents **seront fournis par chacun des membres du groupement**.
- Une note (annexe 8) indiquant les moyens humains (avec leurs CV), et matériels** (équipements, outillages, engins de travaux, engins de transport, usine de fabrication, laboratoire d'essai, etc.) du concurrent.
- Des attestations de référence, dûment signées, de moins de cinq (05) ans (minimum 3 attestations)** délivrées par les maîtres d'ouvrage sous la direction desquels les dites prestations ont été exécutées. Chaque attestation précise notamment la nature, le montant, les délais, les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

Toute référence qui n'est pas accompagnée d'une attestation délivrée par un maître d'ouvrage ne sera pas prise en considération quelle que soit son importance.

8. Engagement de garantie solidaire (avec le fabricant) pour la fourniture (Annexe 5).

NB : Au cas où le soumissionnaire est lui-même fabricant des fournitures objet du présent appel d'offres, il peut produire cet engagement de garantie solidaire par lui-même. Il doit même présenter l'étendu de cette garantie (couvrir les dommages, avaries et pertes matériels survenus aux marchandises dès son déplacement depuis le point extrême de départ jusqu'au lieu final de destination etc.)

9. Certifications ISO fabricant/fournisseur.

En cas de groupement, l'ensemble des membres devront constituer chacun l'ensemble des pièces du Dossier Technique.

IMPORTANT : Toutes copies des pièces n°6, 7 doivent être obligatoirement timbrées et certifiées conformes par les autorités compétentes. Les autres pièces sont visées et cachetées par le soumissionnaire.

11 -3 - DOSSIER COMPLÉMENTAIRE : ORIGINAL

Le dossier complémentaire devra comprendre :

10. un exemplaire original du Règlement Particulier de l'appel d'offres, dûment signé avec la mention « Lu et Accepté » et paraphé à toutes les pages (par l'ensemble des co-traitants en cas de groupement).

11. Deux (02) exemplaires originaux du Cahier des Prescriptions Spéciales y compris les pièces jointes en annexe, dûment signé avec la mention « Lu et Accepté » et paraphé à toutes les pages (par l'ensemble des co-traitants en cas de groupement).

12. Références Financières (de l'ensemble des co-traitants en cas de groupement) avec :

12.1 Copie légalisée de l'Attestation de Chiffre d'Affaires annuel réalisé par chaque soumissionnaire au cours des exercices fiscaux des trois dernières années (**2013, 2014 et 2015**), délivrée par l'administration fiscale compétente ou équivalent pour les sociétés étrangères.

12.2 Attestation de **capacité financière** spécifique délivrée par une Banque et conforme au modèle porté en **annexe 9)**

12.3 **Constitution du capital** social de la société (principaux actionnaires)

13. Copie légalisée des attestations d'assurance « Responsabilité Civile, Accident de Travail, Auto» avec mention des plafonds d'assurance et des franchises (de l'ensemble des co-traitants en cas de groupement).

IMPORTANT : Toutes copies des pièces n°10 & 11 doivent être obligatoirement timbrées et certifiées conformes par les autorités compétentes.

En cas de groupement, chaque membre devra constituer les pièces n°10 et 11 du Dossier Complémentaire.

11 -4 - OFFRE TECHNIQUE (par lot): 2 exemplaires originaux + 1 copie

Outre les dossiers justificatifs des capacités et des qualités précitées, les concurrents devront fournir une Offre Technique constituée **impérativement** des pièces suivantes :

14. Les fiches techniques ou catalogues des produits, précisant toutes les caractéristiques figurant sur le CCTP:

- Les conditions d'utilisation ;
- La constitution ;
- Les caractéristiques dimensionnelles ;
- Le type de marquage (câbles et tourets) ;
- Le conditionnement ;

15. Les rapports d'essais réalisés par un laboratoire accrédité conformément au CCTP, à savoir :

- Les certificats de conformité des produits aux normes ;
- Les rapports d'essais ;

16. Dossier technique du Procédé de fabrication. Dans Ce dossier, le concurrent doit décrire clairement le procédé de fabrication, tout en précisant l'origine et la qualité des matières premières utilisées pour produire les produits objet du présent appel d'offres.

17. Les échantillons :

La présentation des échantillons (cf. annexe 11) est obligatoire. Le lieu de livraison est indiqué à l'article 18.2.BIS. Les soumissionnaires doivent fournir tous les échantillons des articles tels que demandé dans le tableau des échantillons en annexe 11.

Le manque d'un quelconque échantillon tel que demandé dans l'annexe 11 entraînera le rejet pur et simple de la Soumission, et ce sans possibilité de contestations de la part du soumissionnaire.

Il est spécifié que les échantillons seront utilisés par Lydec pour le présent appel d'offres pour effectuer des tests ou des contrôles et que l'état de restitution des échantillons au soumissionnaire ne peut être par conséquent garanti par Lydec. En soumissionnant au présent appel d'offres, le soumissionnaire accepte expressément que les échantillons soient endommagés ou détruits au cours des tests effectués par Lydec.

18. Engagement de délais de livraison et du Stocks dédiés (conforme au modèle annexe 10) définissant en détail les modalités de livraison sur lesquels s'engage le soumissionnaire à livrer les quantités commandées dans le cadre du présent appel d'offres.

- Délai de livraison (**48 h**) ;
- Stock dédié (**30 %**) de la quantité minimale;
- Délai maximum de constitution du stock dédié de **04 semaines**

11 -5 – OFFRE FINANCIERE: (UN ORIGINAL + CD avec version Excel)

L'offre financière devra comprendre :

19. L'Acte d'Engagement (AE) établi sur papier timbré et conforme au modèle porté en annexe 4.

20. Le bordereau des prix formant le détail estimatif (BPU-DE) et/ou la Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires (DPGF) (complété "par l'entreprise" par une décomposition détaillée des prix de ce bordereau – cette décomposition n'étant pas contractuelle), signés et paraphés (par l'ensemble des co-traitants en cas de groupement) après avoir été complété en chiffres et en toutes lettres.

Le bordereau des prix formant le détail estimatif, dans toute la mesure du possible, transcrit sur machine à écrire ou via une imprimante.

Lorsque ce document est manuscrit et que le déchiffrement du montant peut prêter à confusion entre les montants en toutes lettres et ceux en chiffres, la commission d'Appel d'Offres écartera d'office la proposition

NB : les soumissionnaires sont tenus de présenter dans leurs offres financières une version informatique des tableaux remis sous format modifiable (EXCEL) et sur CD ROM.

ARTICLE 12. MONTANT DE L'OFFRE FINANCIERE

1. le Marché couvre l'ensemble des prestations décrites dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières aux clauses techniques générales, aux spécifications techniques générales et détaillées et dans le dossier de plans le cas échéant sur la base du bordereau des prix unitaires présenté par le Soumissionnaire.
2. Le soumissionnaire indique les prix unitaires et totaux de toutes les rubriques figurant au bordereau des prix unitaires formant le détail estimatif. Les rubriques, pour lesquelles le soumissionnaire n'a pas indiqué de prix unitaires et totaux, ne seront pas payées par le Maître d'ouvrage après exécution. Ces prix sont supposés inclus dans d'autres prix unitaires et les sous totaux figurant au bordereau des prix unitaires formant le détail estimatif.
3. Le Soumissionnaire indiquera les prix unitaires et totaux de toutes les rubriques figurant au Détail Quantitatif Estimatif (DQE). Les rubriques pour lesquels le Soumissionnaire n'a pas indiqué de prix unitaires ne feront l'objet d'aucun paiement par le Maître d'ouvrage après exécution et seront supposés couverts par d'autres prix du Détail quantitatif et estimatif.
4. Les prix sont exprimés tous les droits, frais, honoraires, droits de douane, impôts et taxes, etc payables par le titulaire du Marché, ou à tout autre titre, sont ceux connus à la date limite de dépôt des offres, et qui seront inclus

dans les prix et dans le montant total de l'offre présentée par le Soumissionnaire.

ARTICLE 13. MONNAIES DE LA SOUMISSION ET DU REGLEMENT

- Les soumissionnaires libellent les prix unitaires et totaux entièrement en Dirhams Marocains.
- Le règlement des prestations sera effectué uniquement en Dirhams Marocains.

ARTICLE 14. VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date d'ouverture des plis. Si dans ce délai, la commission d'appel d'offres estime n'être pas en mesure d'exercer son choix, le Maître d'ouvrage pourra solliciter des concurrents une prolongation du délai de validité de leurs offres pour une période donnée. Sa demande et les réponses à sa demande, doivent être faites par lettre avec accusé de réception. Le Soumissionnaire pourra refuser de proroger la validité de sa Soumission sans perdre sa caution provisoire. Le Soumissionnaire qui acceptera de proroger la durée de validité de sa Soumission ne pourra modifier sa Soumission et il devra proroger la durée de validité de sa caution provisoire en conséquence et conformément aux dispositions de l'Article 15 à tous égards.

ARTICLE 15. CAUTION DE SOUMISSION (Cautionnement Provisoire)

1. Conjointement à sa Soumission, le Soumissionnaire fournira un cautionnement provisoire d'un montant fixé **par lot** à :

LOT N°	Montant de la caution provisoire (en chiffres)	Montant de la caution provisoire (en lettres)
1	30 000 DHs	Trente milles dirhams
2	30 000 DHs	Trente milles dirhams

Pour les soumissionnaires qui souhaitent soumissionner à plusieurs lots, ils doivent produire une caution provisoire pour chaque lot dont ils ont soumissionné.

2. La caution de Soumission se présentera sous forme de caution solidaire émanant d'une Banque Marocaine habilitée à émettre de telles garanties Elle sera conforme au modèle figurant à l'Annexe 2. Sa date de validité devra dépasser de 30 jours la date de validité des Soumissions.
3. Toute Soumission qui n'est pas accompagnée d'une caution de Soumission acceptable sera rejetée par la Commission d'Appel d'Offres comme non conforme.
4. Les cautions de Soumission des Soumissionnaires non retenus seront restituées dans les plus brefs délais et, au plus tard, 30 jours après l'expiration du délai de validité des Soumissions.
5. La caution de Soumission de l'attributaire du Marché sera libérée après avoir constitué la garantie de bonne exécution requise conformément à l'Article 34.
6. La caution de la Soumission pourra être saisie :
 - Si le Soumissionnaire retire son offre durant la période de validité de cette dernière ;
 - si un membre d'un groupement se désiste pendant la période de validité de son offre.
 - si la déclaration sur l'honneur du soumissionnaire s'avère inexacte, par la production de faux renseignements ou pièces falsifiées, ou autres.
 - si le soumissionnaire ne produit pas, dans le délai prescrit, les pièces du dossier administratif, demandées par la commission d'appel d'offres,
 - Si le Soumissionnaire n'accepte pas la correction du montant de sa Soumission, conformément aux dispositions de l'Article 26 ;
 - Si, après avoir signé le marché, l'attributaire se désiste ;
 - Si le titulaire ne produit pas la garantie de bonne exécution, dans le délai prévu à cet effet par le présent RPAO et par le CCAF.
7. En cas de groupement, le cautionnement provisoire et la garantie de bonne exécution peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :
 - a) Au nom collectif du groupement ; garantie de bonne exécution
 - b) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du montant du cautionnement ;
 - c) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux alinéas b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant.

ARTICLE 16. SOLUTION DE BASE ET VARIANTES

1. Variantes financières ou administratives

Le Soumissionnaire qui souhaite présenter des réserves concernant sa Soumission, ou s'écarter de toute autre façon des conditions du dossier de l'appel d'offres **sur des points à caractère financier ou administratif**, devra présenter ces réserves ou divergences **sous la forme d'une variante aux conditions de base figurant au dossier de l'appel d'offres**, étant entendu que, pour que la variante soit examinée, le Soumissionnaire devra quand même fournir un engagement entièrement chiffré conforme au CCAF. Il convient d'attirer l'attention des Soumissionnaires sur les dispositions de l'Article 24 relatives au rejet des Soumissions qui ne seraient pas conformes aux conditions requises par le dossier de l'appel d'offres.

2. Variantes techniques

En cas de proposition de solution variante les soumissionnaires doivent d'abord présenter une soumission chiffrée pour la conception de base du Maître d'ouvrage décrite dans le dossier d'appel d'offres sous peine d'écartement. L'offre financière et l'offre technique de la variante doivent être mises dans des enveloppes séparées portant chacune comme indication la mention « Variante » en dessous de l'identification de l'offre.

- Chaque variante doit être accompagnée d'une description détaillée et chiffrée des coûts, estimés par le soumissionnaire, que supporterait le Maître d'ouvrage si la variante était retenue par le Maître d'ouvrage et incluse dans le Marché. Les soumissions comportant des réserves ou des divergences qui ne sont pas détaillées et chiffrées sous forme de variante peuvent être rejetées. Après l'évaluation, conformément aux dispositions de l'article 23, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute proposition variante présentée, conformément au présent article.
- Les soumissionnaires qui souhaitent présenter des **variantes techniques** par rapport aux conditions fixées dans le dossier de l'appel d'offres, **doivent** fournir tous les renseignements dont le Maître d'ouvrage a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, les notes de calcul, les spécifications techniques, la ventilation des prix et les méthodes de construction proposées. Le Maître d'ouvrage évalue selon leurs propres mérites les variantes techniques qui sont conformes aux normes de rendement exigées pour les prestations.

NB: Les soumissionnaires sont invités à présenter des variantes, notamment en ce qui concerne la conception de l'ouvrage. Les variantes qui présentent des conditions techniques et financières meilleurs que celles de la solution de base seront les mieux évalués.

Après l'évaluation, le Maître d'ouvrage n'est pas tenu de prendre compte de la solution variante et se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute proposition variante présentée.

Toutes modifications, adjonctions ou réserves qui ne seraient pas exprimées en variante ou signalées par écrit au maître d'ouvrage sera réputée non écrite et non opposable à Lydec pendant toutes les phases de la procédure de l'appel d'offres et après signature du marché.

ARTICLE 17. FORME ET SIGNATURE DE LA SOUMISSION

1. Quand il est demandé que des documents constitutifs de la Soumission décrits à l'Article 11 soient fournis en original et copies, le Soumissionnaire indiquera clairement "ORIGINAL" et "COPIE" selon le cas. En cas de divergence entre l'original et la copie, l'original fait foi.
2. La soumission ne comporte aucune modification, suppression ni surcharge, à l'exception de celles qui sont effectuées conformément aux instructions émises par le Maître de l'Ouvrage ou de celles qui sont nécessaires pour corriger des erreurs du soumissionnaire, auquel cas les corrections sont paraphées par le ou les signataires de la soumission.
3. A l'exception de la documentation générale du Prestataire, notamment ses catalogues, tous les documents, pièces écrites et plans établis dans le cadre de la Soumission utiliseront exclusivement le système métrique et les unités qui s'y rattachent. (conformément aux dispositions du Dahir n° 1-86-193 du 28 rebia II 1407 (31 décembre 1986) portant promulgation de la loi n° 2-79 relative aux unités de mesure et du Décret n° 2-05-813 du 25 jourmada I 1430 (21 mai 2009) relatif au contrôle des instruments de mesure).

Les soumissions doivent respecter les modalités figurants dans l'article 11 et 18 du présent RPAO.

D – REMISE DES SOUMISSIONS

ARTICLE 18. PRESENTATION ET REMISE DES OFFRES -

1. Présentation des offres

Le dossier présenté par chaque concurrent devra être mis dans un pli cacheté portant : le nom et l'adresse du concurrent, l'objet de l'appel d'offres, la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis et l'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'Appel d'offres lors de la séance d'ouverture des plis ». Ce pli, comprenant les trois enveloppes citées ci-après, devra être adressé à **Monsieur le Directeur Général de LYDEC**, suivant le modèle ci-après:

<p style="text-align: center;">Appel d'Offres « Ouvert » N°</p> <p style="text-align: center;">Objet : « »</p> <p style="text-align: center;"><u>par lot</u></p> <p style="text-align: center;">« Date et heure de la séance d'ouverture des plis »</p> <p style="text-align: center;">Offre présentée par : (Raison sociale et adresse de l'Entreprise ou du groupement soumissionnaire)</p> <p style="text-align: center;">Adresse du siège social</p> <p>« Le pli ne doit être ouvert que par le président de la Commission d'Appel d'Offres lors de la séance d'ouverture des plis »</p>
--

1. La première enveloppe comprend le dossier administratif, le dossier technique et le dossier complémentaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Dossiers administratif, technique et complémentaire** »;
2. La deuxième enveloppe comprend l'offre technique du Soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Offre Technique – par lot** »;
3. La troisième enveloppe comprend l'offre financière du Soumissionnaire. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention « **Offre Financière – par lot** ».

2. Remise des offres

La remise des offres est au choix du Prestataire :

- soit, elles sont déposées, contre récépissé, dans le bureau d'ordre de LYDEC, sise au RDC de l'immeuble Laâroussi sise LYDEC, 48 Rue Mohamed Diouri Casablanca, avant la date fixée dans la circulaire.
- soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse sus-indiquée. Ils doivent parvenir à destination avant la date et l'heure limites de remise des offres, indiquées dans la circulaire. Le concurrent fera son affaire de l'acheminement de son pli jusqu'à sa destination.
- soit elles sont remises, séance tenante, au président de la commission d'Appel d'Offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis

Le délai pour la réception des Offres expire à la date et à l'heure fixée pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixée, ne sont pas admis. En cas de report de la date de remise des offres, ce sont les nouvelles dates de remise des offres et d'ouverture des plis, fixées dans l'avis de report de l'appel d'offres, qui sont prises en considération.

ARTICLE 18.2BIS : DEPOTS DES ECHANTILLONS

Les échantillons sont déposés au Magasin Central, Poste Laayoune Km 11, Bd chefchaouni CASABLANCA **Un (1) jour avant la date d'ouverture des plis ou au plus tard Cinq (05) jours après la date d'ouverture des plis** contre accusé de réception. Ces échantillons devront être mis dans des emballages à part portant la mention **ECHANTILLONS de l'appel d'offres ouvert n°23-2017 E/F.**

Des étiquettes d'identification, portant les références du produit du soumissionnaire et la référence de l'appel d'offres, seront apposées sur chaque échantillon.

3. Tableau récapitulatif des pièces

Le tableau ci-dessous résume la liste des pièces constituant chacune des trois enveloppes :

Enveloppe	Contenu de l'enveloppe	N° Pièce	Désignation des Pièces
1 ^{ère} enveloppe	Dossier Administratif « Original » <u>par lot</u>	1	Déclaration sur l'honneur légalisée « annexe 1 »
		2	Cautionnement provisoire « annexe 2 »
		3	Déclaration de solidarité (en cas de groupement) « annexe 3 »
		4	Copie certifiée conforme de la convention de groupement « annexe 3bis »
	Dossier Technique « 2 Originaux + 1 copie »	5	Une note de présentation de l'entreprise (Annexe 7)
		6	Une note indiquant les moyens humains et matériels (Annexe 8)
		7	La fiche de renseignement sur les références techniques (annexe 6) avec les attestations délivrées au concurrent par les hommes de l'art ou par les maîtres d'ouvrages
		8	Engagement de garantie solidaire (avec le fabricant) pour la fourniture (Annexe 5).
		9	Certificats ISO fabricant/fournisseur
	Dossier Complémentaire « Original »	10	un exemplaire original du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, dûment signé avec la mention « Lu et Accepté » et paraphé à toutes les pages (par l'ensemble des co-traitants en cas de groupement).
		11	2 exemplaires originaux du Cahier des Prescriptions Spéciales y compris les pièces jointes en annexe, dûment signé avec la mention « Lu et Accepté » et paraphé à toutes les pages (par l'ensemble des co-traitants en cas de groupement).
		12	10.1-Attestation des Chiffres d'affaire : 2013, 2014 et 2015
			10.2 -Attestation de capacité financière (annexe 9)
			10.3- La constitution du capital social de la société
		13	Copie certifiée conforme des attestations des polices d'assurance (voir article 1.9 du CCAF)
2 ^{ème} enveloppe	Offre technique « 2 Originaux + 1 copie » <u>par lot</u>	14	Fiches techniques ou catalogues des produits
		15	Rapports d'essais réalisés par un laboratoire accrédité conformément au CCTP
		16	Dossier technique du procédé de fabrication
		17	Echantillon
		18	Engagement sur le Stock dédié & le délai de livraison (annexe 10)
3 ^{ème} enveloppe	Offre financière « Original » <u>par lot</u>	19	Acte d'engagement « annexe 4 »
		20	Bordereau des prix unitaires formant le détail estimatif + version électronique

ARTICLE 19. RETRAIT DES OFFRES

Les offres déposées ou reçues peuvent être retirées, contre demande écrite et signée par les concurrents, antérieurement au jour et à l'heure fixés pour l'ouverture des plis. Ces concurrents peuvent, dans les conditions prévues à l'article 18 du présent RPAO et avant la date limite fixée à l'article 20 ci-après, présenter de nouveaux plis.

ARTICLE 20. DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES - SOUMISSIONS HORS DELAI

1. La date et heure limite de dépôt des offres sont fixées dans l'avis de publicité de l'appel d'offres.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée pour la séance d'ouverture des plis.

2. Toute soumission reçue par le Maître de l'Ouvrage après la date et heure limites fixées pour la remise des Soumissions sera écartée et retournée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Aucune contestation ne sera admise en cas de dépôt ou d'arrivée tardive des Soumissions. Les seules dates opposables seront celles du reçu de dépôt ou de l'arrivée effective de la Soumission dans les locaux du Maître de l'Ouvrage (cachet arrivée).

Aucune Soumission ne pourra être modifiée ou complétée après la date de remise des Soumissions, exception faite de l'Article 26.

E - OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES SOUMISSIONS

ARTICLE 21. OUVERTURE DES SOUMISSIONS

Avant l'ouverture des plis des concurrents, la commission d'appel d'offres pourrait écarter toutes soumissions si le Soumissionnaire est exclu provisoirement ou définitivement par LYDEC.

Dans le cas où une procédure d'exclusion est engagée par LYDEC avant ouverture des plis, la Commission d'Appel d'Offres pourra rejeter l'offre du soumissionnaire à tout moment de la procédure si la décision d'exclusion est prise avant adjudication. Ceci s'applique au groupement dans le cas où un membre de groupement est exclu.

Les plis des concurrents sont ouverts en séance publique et les offres sont examinées par la commission d'appel d'offres suivant les étapes et dans les conditions précisées ci-après :

1^{ère} étape : Ouverture des enveloppes contenant le dossier administratif, le dossier technique, le dossier complémentaire et l'offre technique,

1. Avant l'ouverture de la séance publique, le président remet aux membres de la commission le support écrit contenant l'estimation du coût des prestations ;
2. Le président ouvre la séance publique au lieu, au jour et à l'heure fixés. Toutefois, si ce jour est déclaré férié ou chômé, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure.
3. Il demande aux membres de la commission de formuler leurs observations sur les vices éventuels qui entachent la procédure. Après s'être assuré du bien-fondé de ces observations, il doit mettre fin à la procédure et avise à haute voix les différents concurrents. Dans le cas où le président ne s'assure pas du bien-fondé de la constatation relevée par l'un des membres de la commission, il ordonne l'inscription de la réserve dans le procès-verbal de la réunion et demande la poursuite de la procédure sous sa responsabilité.
4. Il donne lecture de l'avis d'insertion, et cite les journaux et le cas échéant les publications dans lesquels l'avis d'appel d'offres a été publié.
5. Il dépose sur le bureau tous les plis reçus et invite les candidats présents qui n'auraient pas déposé leurs plis à les remettre séance tenante. Le président invite également les concurrents qui se sont rendu compte que leurs dossiers sont incomplets à produire les pièces manquantes sous enveloppes fermées. La liste des plis reçus est alors arrêtée définitivement par la commission. Dès lors, aucun pli ne peut être reçu.
6. Il donne ensuite lecture à haute voix des noms des concurrents.
7. Il ouvre les plis des concurrents et vérifie l'existence des enveloppes prévues par le RPAO.
8. Il ouvre les enveloppes autres que l'enveloppe portant la mention « offre financière » et vérifie la présence des pièces exigées et dresse un état des pièces fournies par chaque concurrent, sans donner lecture de leur contenu. Il émerge avec les autres membres, les enveloppes fermées contenant les offres financières.
9. Il lève la séance publique en informant le public, de la date et l'heure de reprise de la séance. Si la séance ne se tient pas le même jour, les concurrents sont convoqués par écrit. Cette formalité accomplie, la séance publique prend fin; les concurrents se retirent de la salle.

2^{ème} étape : Examen à huis clos des dossiers administratifs, techniques, complémentaires et offre technique

10. La Commission se réunit à huis clos pour examiner la conformité des dossiers administratif, technique et complémentaire et arrête la liste des concurrents admissibles.
11. La Commission procédera, à huis clos, à l'analyse des chiffres d'affaires et arrêtera la liste des Soumissionnaires retenus **(les offres financières non ouvertes, les offres techniques, cautionnements provisoires et seront restitués aux soumissionnaires non retenus à l'issue de cette analyse).**
12. Parallèlement, la commission examine, le cas échéant, à huis clos, les offres techniques des concurrents admissibles et arrête la liste des Soumissionnaires retenus.

3^{ème} étape : Ouverture des enveloppes contenant les offres financières

13. La séance publique est reprise après délibérations de la commission sur le dépouillement des dossiers administratifs et techniques et des offres techniques à la date et l'heure fixées.
14. Il donne lecture de la liste des Soumissionnaires admissibles, sans faire connaître les motifs des rejets.
15. Il rend, contre décharge, aux concurrents écartés présents et dûment habilités, leurs dossiers sans ouvrir les enveloppes contenant les offres financières, avec le cautionnement provisoire et ce, à l'exception des éléments d'informations ayant été à l'origine de l'élimination dudit concurrent.
16. Il ouvre les enveloppes portant la mention « offre financière ».
17. Il vérifie la présence des pièces financières exigées et dresse un état des pièces fournies par chaque concurrent.
18. Il donne lecture du contenu des actes d'engagement.
19. Il paraphe avec les membres de la commission, les originaux des actes d'engagement, ainsi que le bordereau des prix formant détail estimatif et la décomposition du montant global, le cas échéant, et toutes autres pièces originales du dossier « offre financière ».

20. Cette formalité accomplie, la séance publique prend fin ; les concurrents se retirent de la salle.

NB : (i) Nonobstant toute autre disposition, la commission d'Appels d'Offres peut décider d'ouvrir les Offres Techniques en même temps que les Dossiers Administratifs, Dossiers Technique et Complémentaires. Elle peut dans ce cas demander aux sous commissions désignées de travailler d'une manière concomitante.

ARTICLE 22. CARACTERE CONFIDENTIEL DE LA PROCEDURE

Aucune information relative à l'examen, aux éclaircissements, à l'évaluation et à la comparaison des Soumissions et aux recommandations concernant l'attribution des Marchés ne sera divulguée aux Soumissionnaires ou à toute autre personne ne participant pas officiellement à cette procédure avant l'annonce de l'attribution du Marché au Soumissionnaire retenu.

Toute tentative faite par un Soumissionnaire pour influencer la Commission d'Appel d'Offres ou le Maître de l'Ouvrage dans l'examen des soumissions ou la décision d'attribution du Marché pourra entraîner le rejet de sa Soumission.

ARTICLE 23. ECLAIRCISSEMENTS APPORTES AUX SOUMISSIONS

Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des Soumissions, la Commission d'Appel d'Offres pourra, si elle le désire, demander à n'importe quel Soumissionnaire de donner tout type d'éclaircissements sur sa Soumission, y compris une décomposition des prix forfaitaires ou unitaires. La demande d'éclaircissement et la réponse qui lui est apportée sont formulées par lettre ou par télécopie, mais aucune modification du montant ou du contenu de la soumission n'est recherchée, offerte ou autorisée, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction des erreurs de calcul découvertes par la commission d'appel d'offre lors de l'évaluation des Soumissions conformément aux dispositions de l'Article 27.

ARTICLE 24. EXAMEN PRELIMINAIRE DES SOUMISSIONS / DETERMINATION DE LA CONFORMITE

Avant d'effectuer l'évaluation détaillée des soumissions, la Commission d'Appel d'Offres procédera à leur examen préliminaire et vérifiera qu'elles sont conformes.

Elle Procède à l'examen de la conformité des pièces telles que demandées au règlement de l'appel d'offres, et détermine pour chaque concurrent si ses dossiers administratif, technique et complémentaires sont conformes aux dispositions de l'article 11 et du Règlement de l'appel d'offres. **En cas d'absence de caution provisoire, l'offre est directement écartée.**

Avant d'émettre son avis, la commission peut demander aux concurrents par écrit, tout complément, éclaircissement et explication sur leurs dossiers. Ces éclaircissements doivent se rapporter uniquement aux documents contenus dans lesdits dossiers

La Commission peut vérifier, auprès des maîtres d'ouvrages ou des administrations, les pièces ou les informations présentées par les concurrents. Cette vérification, selon le cas, peut être effectuée par écrit ou par visite des lieux. La commission peut aussi s'assurer des capacités des concurrents en visitant leurs locaux.

Lorsque la Commission constate soit l'absence d'une pièce constitutive du dossier administratif, à l'exception du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, soit des erreurs matérielles ou discordances dans les pièces dudit dossier, elle retient l'offre du (ou des) concurrent(s) concerné(s) sous réserve de la production desdites pièces ou l'introduction des rectifications nécessaires.

La Commission procédera, à huis clos, à l'analyse des références financières et arrêtera la liste des soumissionnaires retenus **(les offres techniques, cautionnements provisoires et offres financières non ouvertes seront restitués aux soumissionnaires non retenus à l'issue de cette analyse).**

Pour qu'ils soient admissibles, les soumissionnaires doivent prouver qu'ils remplissent les critères minima de qualification indiqués dans l'article 4 du présent Règlement.

A l'issue de cet examen, la commission écarte :

- a) les concurrents qui ne remplissent pas les conditions fixées à l'article 4 du présent RPAO
- b) Les concurrents qui ont fait ou font l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive conformément aux dispositions du présent règlement;
- c) Les concurrents qui n'ont pas respecté les prescriptions relatives à la présentation de leurs dossiers
- d) Les concurrents qui n'ont pas qualité pour soumissionner;
- e) Les concurrents dont les capacités financières et techniques sont jugées insuffisantes eu égard aux critères figurant au règlement de l'appel d'offres ; étant entendu que l'activité des concurrents est appréciée au vu de l'ensemble des pièces des dossiers administratif et technique.

L'Offre financière correspondant à une Soumission non conforme sera restituée non ouverte au Soumissionnaire.

ARTICLE 25. EVALUATION DETAILLEE DES SOUMISSIONS

Seules les offres techniques des Soumissionnaires retenus à l'issue de l'évaluation des dossiers administratifs, techniques et complémentaires seront évaluées. Pour noter les offres des soumissionnaires, la Commission d'Appel d'Offres procédera à l'analyse des critères de jugement définis ci-après :

1. Une Soumission n'est pas techniquement admissible si l'une quelconque des conditions suivantes est rencontrée :
 - Le soumissionnaire a causé par ses difficultés, sa mauvaise gestion, ou des manquements aux règles de qualité et de sécurité, des **préjudices graves** à des projets exécutés passés ou en cours d'exécutions pour le compte du Maître d'ouvrage ou autres ;
 - Le **plan de charge** pour les **Travaux et Prestations de Services** du soumissionnaire, examiné en fonction des éléments fournis par le soumissionnaire et des informations disponibles chez le Maître de l'Ouvrage, est saturé et qu'il ne permettra pas au Soumissionnaire de réaliser le projet conformément à l'ordonnancement qui lui est fixé ;
 - Les **références techniques** du Soumissionnaire sont jugées insuffisantes pour réaliser les prestations ;
 - La Soumission a obtenu une **Note Technique (NT) inférieure** à la note **éliminatoire (60/100)** (sachant que le présent appel d'offres est prévu avec Seuil Technique conformément au paragraphe 2 ci-après).

2. Notation technique

De par la spécificité des prestations et travaux visés par le présent appel d'offres, les Soumissions conformes seront soumises au système de notation technique avec seuil.

Chaque Soumission sera notée sur la base des critères listés ci-après. La Soumission sera affectée d'une Note Technique (NT) calculée sur 100 points répartis selon le barème suivant :

Critère	Désignation	Notation technique	Notation éliminatoire
1	Références du soumissionnaire	25 points	15 points
2	Caractéristiques des produits	25 points	15 points
3	Fiabilité des produits	15 points	10 points
4	Procédé de fabrication	10 points	05 points
5	Qualité de l'échantillon	10 points	05 points
6	Engagement de délais de livraison et du Stock dédié	15 points	10 points
TOTAL		100 points	60 points

Les notes qui seront appliquées par la Commission d'Appel d'Offres seront établies en fonction de la consistance et la qualité de l'offre. Une attention toute particulière sera accordée par ailleurs à la rigueur administrative du dossier présenté.

La Seuil Technique est égal à 60/ 100. Les Soumissions ayant obtenu une Note Technique inférieure à 60 points seront écartées.

CRITERES ET BAREME DE NOTATION :

Critère.1) Références du soumissionnaire : seront notamment analysés

- a. La présentation de l'entreprise, notamment les renseignements juridiques, administratifs et financiers du Soumissionnaire;
- b. Les moyens humains et matériels du concurrent ;
- c. Les attestations de références ;
- d. Engagement de garantie solidaire ;
- e. Les certifications ISO fabricant/fournisseur.

Critère.2) Caractéristiques des produits, seront notamment analysés les fiches ou catalogues des produits :

- a. Les conditions d'utilisation ;
- b. La constitution ;
- c. Les caractéristiques dimensionnelles ;
- d. Le type de marquage (câbles et tourets) ;
- e. Le conditionnement.

Critère.3) Fiabilité des produits : seront notamment analysés les rapports d'essais réalisés par un laboratoire accrédité conformément au CCTP, à savoir :

- a. Les certificats de conformité des produits aux normes ;
- b. Les rapports d'essais ;

Critère.4) Procédé de fabrication Dans Ce dossier, le concurrent doit décrire clairement le procédé de fabrication, tout en précisant l'origine et la qualité des matières premières utilisées pour produire les produits objet du présent appel d'offres.

Critère.5) Qualité des échantillons : La présentation des échantillons (cf. annexe 11) est obligatoire. Le lieu de livraison est indiqué à l'article 18.2.BIS. Les soumissionnaires doivent fournir tous les échantillons des articles tels que demandé dans le tableau des échantillons en annexe 11.

Critère.6) Engagement de délais de livraison et du Stock dédié:

- a. Délai de livraison (**48 h**) ;
- b. Stock dédié (**30 %**) de la quantité minimale;
- c. Délai maximum de constitution du stock dédié de **04 semaines**

ARTICLE 26. CORRECTION DES ERREURS

1. Après avoir ouvert les Offres Financières des Soumissionnaires admissibles conformément aux dispositions de l'Article 21, la Commission d'Appels d'Offres les vérifiera et rectifiera les erreurs de calcul éventuelles, lesquelles seront corrigées de la façon suivante :
 - a) lorsqu'il y a une différence entre le montant en chiffres et le montant en lettres, le montant en lettres fera foi,
 - b) lorsqu'il y a une différence entre le prix unitaire et le montant total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire figurant dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) fera foi, à moins que le Maître de l'Ouvrage n'estime qu'il s'agit d'une erreur manifeste de virgule dans le prix unitaire, auquel cas le montant total cité fera foi et le prix unitaire sera corrigé,
 - c) lorsqu'il y a une différence pour un prix entre la quantité précisée dans le DQE de l'appel d'offres et celle figurant dans l'offre du soumissionnaire, l'offre sera corrigée selon la quantité du dossier de l'appel d'offres.
2. La Commission d'appels d'offres rectifiera le montant figurant dans l'Acte d'engagement conformément à la procédure susmentionnée pour la correction des erreurs, le dit montant étant réputé engager le Soumissionnaire. Si le Soumissionnaire n'accepte pas la correction ainsi effectuée, sa Soumission sera rejetée et sa caution de Soumission pourra être saisie conformément aux dispositions de l'Article 15.

ARTICLE 27. EVALUATION DES OFFRES FINANCIERES

1. La Commission procède à l'évaluation des offres financières correspondant aux offres retenues à l'issue des phases précédentes.

La Commission se réserve le droit d'écarter les Soumissionnaires dont les offres financières expriment des restrictions ou des réserves.

La commission vérifie pour chaque Soumissionnaire si l'Acte d'Engagement est signé par les personnes habilitées à engager le Soumissionnaire. Sinon, il est demandé par écrit au Soumissionnaire concerné de le signer. Si le Soumissionnaire n'accepte pas, son offre sera éliminée et son cautionnement provisoire sera saisi.

Les offres sont analysées en fonction du montant de l'Acte d'Engagement et le bordereau des prix formant détail estimatif. En cas de différence entre les prix marqués dans ces documents, la préséance des documents est la suivante :

- Acte d'engagement
- Bordereau des prix unitaires formant détail estimatif.

Ils seront pris en compte toutes taxes comprises selon le régime fiscal appliqué aux concurrents.

La Commission vérifie ensuite le résultat des opérations arithmétiques des offres des Soumissionnaires retenus. Elle rectifie s'il y a lieu les erreurs matérielles évidentes et invite le soumissionnaire concerné par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication à confirmer par écrit les dites rectifications.

La Commission se réunit ensuite, s'assure de l'envoi de la lettre recommandée et du fax confirmé aux concurrents concernés et procède à la vérification des réponses reçues.

Si le Soumissionnaire n'accepte pas la correction du montant de son offre ou ne répond pas dans le délai imparti, la commission écarte son offre et son cautionnement provisoire reste acquis au Maître d'Ouvrage, le cas échéant.

Il en est de même si le Soumissionnaire ne produit pas les pièces manquantes dans son dossier ou ne procède pas aux rectifications des erreurs matérielles ou des discordances relevées dans les pièces de son dossier.

Pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères seront convertis en dirhams par la Commission. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur donné par Bank Al-Maghrib le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

1- offre excessive :

L'offre la plus avantageuse est considérée excessive lorsqu'elle est supérieure de plus de vingt pour cent (20%) par rapport à l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage pour les marchés de travaux, de fournitures et de services autres que ceux portant sur les études.

Lorsqu'une offre est jugée excessive, elle est écartée par la commission d'appel d'offres.

2- offre anormalement basse :

L'offre la plus avantageuse est considérée anormalement basse lorsqu'elle est inférieure de plus de trente-cinq pourcent (35%) par rapport à l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage pour les marchés de fournitures et de services autres que ceux qui portent sur les études.

Lorsqu'une offre est jugée anormalement basse, la commission d'appel d'offres demande par écrit au concurrent concerné les précisions qu'elle juge opportunes. Après avoir vérifié les justifications fournies, la commission est fondée à accepter ou à rejeter ladite offre en motivant sa décision dans le procès-verbal.

3- offre comportant un ou des prix unitaire (s) excessif (s) ou anormalement bas :

Lorsque dans le cas d'un marché à prix unitaires, un ou plusieurs prix unitaire (s) parmi les prix figurant dans le bordereau des prix et/ou le détail estimatif de l'offre la plus avantageuse est anormalement bas ou excessif sur la base des critères fixés aux paragraphes 1 et 2 du présent article, la commission d'appel d'offres invite par écrit le concurrent concerné à justifier ce ou ces prix.

4- Avant de décider du rejet ou de l'acceptation de l'offre anormalement basse ou comportant un ou des prix unitaire (s) excessif (s) ou anormalement bas, la commission peut désigner une sous-commission pour examiner les justifications fournies.

Au vu du rapport établi sous la responsabilité de la sous-commission, la commission est fondée à retenir ou à écarter ladite offre.

Les justifications pouvant être prises en considération tiennent notamment aux aspects suivants :

- l'économie générée par les modèles de fabrication des produits, les modalités de la prestation des services, les procédés de construction ;
- le caractère exceptionnellement favorable des conditions d'exécution dont bénéficie le concurrent ;
- l'originalité du projet ou de l'offre ;
- l'utilisation rationnelle des ressources.

Offres équivalentes

1. Dans le cas où plusieurs offres jugées les plus avantageuses sont tenues pour équivalentes et dont les offres financières présentent un écart ne dépassant pas deux pour cent (2%) par rapport à l'offre la moins disante, tous éléments considérés, la Commission, pour départager les soumissionnaires, peut demander à ceux-ci de présenter, par écrit, de nouvelles Offres financières.

Si les Soumissionnaires intéressés se refusent à faire de nouvelles Offres à des prix inférieurs ou si les réductions offertes sont encore égales, la commission procède entre eux à un tirage au sort pour désigner le Soumissionnaire à retenir.

Les rabais réductions proposés sont présentés **en pourcentage** à appliquer au montant de l'offre financière initiale. Ils sont adressés par les soumissionnaires, sous plis scellés, portant les indications mentionnées à l'article 18. Leur ouverture se fait dans les mêmes conditions que les offres.

2. L'effet estimé des dispositions relatives à la révision des prix figurant dans les conditions du Marché, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des Offres financières.
3. La Commission d'Appel d'Offres pourra demander au Soumissionnaire, et notamment si sa Soumission est fortement déséquilibrée par rapport au coût estimé par le Maître de l'Ouvrage de fournir des analyses détaillées des prix pour n'importe quel élément, ou tous les éléments du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) pour prouver que ses prix sont compatibles avec la nature, les méthodes et le calendrier des prestations proposées. Au vu de la réponse du Soumissionnaire, la Commission d'Appel d'Offres est fondée à écarter la Soumission en question.
4. Le coût de chaque offre sera déterminé en prix toutes taxes, droits et prélèvements en vigueur compris, après avoir été éventuellement corrigé par le Maître de l'Ouvrage conformément à l'article 26.

F – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

ARTICLE 28. CRITERES D'ATTRIBUTION

L'offre à retenir est celle dont le prix est le plus bas (offre moins disante).

ARTICLE 29. RESULTATS DES PROCEDURES

1. La commission d'appel d'offre se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute offre, de déclarer le présent appel d'offres infructueux (ou seulement un lot ou l'ensemble des lots) à tout moment avant la notification de l'approbation du marché.
2. Aucun soumissionnaire ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée ou si l'appel d'offres est annulé par Lydec ou que cette dernière lui a pas donné suite avant la notification de l'approbation du marché ou déclaré infructueux par la commission d'appel d'offre. Il en est de même en cas d'annulation ou de déclaration d'infructuosité d'un ou plusieurs lots par Lydec.
3. LYDEC informe le soumissionnaire retenu de l'acceptation provisoire de son offre par écrit. Il devra communiquer à LYDEC dans les 48 heures de la réception de l'écrit l'informant de l'acceptation provisoire de son offre, le complément du dossier administratif. En cas de non-respect de cette obligation ou de non-conformité des pièces du complément aux exigences du présent RPAO, Lydec se réserve de rejeter l'offre et de passer le marché au soumissionnaire dont l'offre a été classée deuxième:
4. Les résultats définitifs de l'appel d'offres, sont affichés dans les locaux de LYDEC (Direction des Achats et Logistique) ou sur le site Web de LYDEC.
5. Lydec avisera les candidats ou soumissionnaires éliminés, par écrit, du rejet de leurs offres et ce, en précisant le ou les motifs du rejet de leur offre

ARTICLE 30. APPROBATION DES MARCHES

1. Le(s) marché(s) objet de cet appel d'offres ne sera valable et définitif qu'après son approbation par LYDEC.
2. L'approbation des marchés sera notifiée à l'attributaire pendant le délai de validité des offres à compter de la date d'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément à l'article 14 ci-dessus, le délai d'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché. Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libérée de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.
3. Lorsque Lydec décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, elle proposera, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa 2 ci-dessus, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage. En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.
4. Le marché sera constitué des pièces listées dans l'article intitulé pièces constitutives du marché et figurant au Cahier des Clauses Administratives et Financières « CCAF » du marché.
5. Le Prestataire supportera les frais de timbres, et s'il y a lieu, les frais d'enregistrement des différentes pièces du Marché.
6. Le titulaire du marché doit fournir à LYDEC la garantie bancaire de garantie de bonne exécution dans les trente (30) jours à compter de la date de la notification d'approbation du marché.
7. En cas de nantissement du marché, le maître d'ouvrage délivre sans frais, au Prestataire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention "exemplaire unique".

ARTICLE 31. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Pour le règlement des contestations nées du présent appel d'offres ou du marché auquel, elle donnera lieu règlement du marché, les parties doivent se consulter pour rechercher un règlement amiable au différend qui les oppose. Faute d'y parvenir, Tout litige né du présent appel d'offres ou du marché auquel il donnera lieu, sera soumis au tribunal de commerce de Casablanca.

ARTICLE 32. DROIT D'ACCEPTER OU DE REJETER DES SOUMISSIONS – OU APPEL D'OFFRES INFRUCTUEUX

1. La Commission d'Appel d'Offres se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute offre, de rejeter toutes les offres ou de déclarer l'appel d'offres pour l'ensemble des lots et uniquement pour un lot infructueux, à tout moment avant l'attribution du Marché, nonobstant toute autre disposition prévue par le présent RPAO ou par les documents du

dossier de l'appel d'offres. A cet effet, aucun Soumissionnaire ne peut prétendre à une quelconque indemnité si ses offres ne sont pas acceptées ou s'il n'est pas donné suite à l'Appel d'Offres.

Sur avis de la Commission, le Maître d'ouvrage informera les Soumissionnaires du Marché en précisant le ou les motifs du rejet de leur Offre ou de la déclaration d'infructuosité.

2. La Commission peut déclarer l'Appel d'Offres infructueux dans les cas suivants :

- a. en cas de vice de forme ou de fond ;
- b. aucune offre n'a été présentée ou déposée ;
- c. si aucun concurrent n'a été retenu à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et technique ;
- d. si aucune des offres ne lui paraît acceptable au regard des critères fixés au règlement de l'Appel d'Offres ;
- e. manque de concurrence ;
- f. si des irrégularités manifestes, mettant en cause la libre concurrence, sont relevées ;
- g. si les offres financières sont jugées excessives.

3. Il est précisé que, par le fait du dépôt de leurs offres, les Soumissionnaires renoncent à toute réclamation, à tous recours et à toute demande d'indemnité à quelque titre que ce soit concernant le jugement et l'évaluation des offres.

ARTICLE 33. ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES

1. Le Directeur général de LYDEC ou son représentant, se réserve le droit d'annuler, la procédure d'appel d'offres par lot et de ne pas y donner suite, à un moment quelconque avant la notification de la signature du marché par le Directeur Générale de LYDEC ou ses représentants, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des soumissionnaires ou de l'attributaire.

Dans ce cas, le directeur général de LYDEC ou son représentant peut ordonner, éventuellement, de recommencer toute la procédure.

Il est précisé que, par le fait du dépôt de leurs offres, les soumissionnaires renoncent à toute réclamation, à tous recours et à toute demande d'indemnité à quelque titre que ce soit concernant les décisions prises par le Directeur Général de LYDEC ou son représentant en vertu des alinéas précédents.

Le Directeur général de LYDEC ou son représentant informera par écrit les concurrents ou l'attributaire du marché en précisant le ou les motifs d'annulation de l'Appel d'Offres.

2. L'annulation d'un appel d'offres intervient dans les cas suivants :

- a. lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées;
- b. lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché;
- c. lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché;
- d. lorsqu'un vice de procédure a été décelé;
- e. lorsqu'il n'y pas eu de concurrence;
- f. en cas de réclamation fondée d'un concurrent.

ARTICLE 34. GARANTIE DE BONNE EXECUTION (Cautionnement Définitif)

La garantie de bonne exécution est fixée à TROIS POUR CENT (3%) du montant initial du Marché TTC.

La garantie de bonne exécution prendra la forme d'une garantie bancaire réalisable à première demande et émanant d'une Banque s'engageant avec le Prestataire à verser au maître d'ouvrage, jusqu'à concurrence du montant de garantie stipulé ci-dessus, les sommes dont ils viendraient à être reconnus débiteurs envers le maître d'ouvrage à l'occasion du présent marché.

Il est rappelé que le Prestataire doit produire cette garantie bancaire conformément au modèle annexé au Règlement particulier de l'appel d'offres (annexe 2 bis). La garantie bancaire doit être émise par une Banque marocaine habilitée à émettre de telles garanties.

La garantie bancaire doit être communiquée au maître d'ouvrage dans les Trente (30) jours qui suivent la notification de la signature du marché par le Directeur Général de LYDEC ou ses représentants et elle restera affectée à la garantie des engagements contractuels du Prestataire jusqu'à la réception définitive des prestations.

La garantie bancaire est libérée sur main levée du maître d'ouvrage, sauf les cas d'application des mesures coercitives prévues dans le CCAF, dans les trois (03) mois suivant la date de la réception définitive des prestations après que le titulaire du marché ait rempli toutes les conditions suivantes :

- A rempli à la date de la réception définitive toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage;
- A justifié du paiement des indemnités dont il serait redevable en application de la loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire promulguée par le Dahir n° 1-81-254 du 11 rejab 1402 (6 mai 1982) à raison des dommages causés à la propriété privée par l'exécution des prestations ;
- A effectivement remis les plans de récolement des ouvrages exécutés.

Les frais de la garantie bancaire seront à la charge du Prestataire.

Une garantie supplémentaire pourra être exigée par LYDEC pour les éventuels avenants au marché. Il est fixé à 3% et devra être délivré au Prestataire dans les conditions précitées.

ARTICLE 35. INEXACTITUDE DE LA DECLARATION SUR L'HONNEUR

- Les soumissionnaires sont tenus de respecter le modèle figurant à l'annexe 1.
- L'inexactitude avérée de la déclaration sur l'honneur entraînera, par décision du directeur général de LYDEC, l'ensemble des sanctions suivantes ou l'une d'entre elles, sans préjudice, le cas échéant, de poursuites pénales :
 - l'exclusion temporaire ou définitive du déclarant des marchés passés par le Maître d'Ouvrage assortie de la saisie du cautionnement;
 - la résiliation du marché aux torts et griefs du titulaire, assortie de la saisie du cautionnement, suivie ou non de la passation d'un nouveau marché. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un nouveau marché après résiliation sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au déclarant sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 36. DESISTEMENT D'UN CONCURRENT

1. Le désistement d'un concurrent, pendant le délai de validité de son offre, entraînera son élimination et la saisie au profit du Maître d'Ouvrage du cautionnement provisoire.
2. En cas de désistement d'un membre de groupement, et en sus de la saisie du cautionnement provisoire, les dispositions suivantes s'appliquent :
 - Le désistement du mandataire entraînera l'élimination du groupement ;
 - Le groupement ne peut être reconstitué par l'intégration de nouveaux membres ;
 - Si le reste des membres du groupement ne satisfait pas aux critères d'admission requis pour exécuter les prestations, il sera procédé à l'élimination du groupement. Dans le cas contraire, le groupement doit :
 - i. constituer un nouveau cautionnement provisoire ;
 - ii. présenter, sans changer la teneur de son offre, ni financière, ni technique, des avenants à l'acte d'engagement et à la déclaration de constitution de groupement.

CLAUSES DE CONFIDENTIALITE ET DE DEONTOLOGIE

Aucune information relative à l'examen, aux éclaircissements, à l'évaluation et à la comparaison des Soumissions et aux recommandations concernant l'attribution des Marchés ne sera divulguée aux Soumissionnaires ou à toute autre personne ne participant pas officiellement à cette procédure avant l'annonce de l'attribution du Marché au Soumissionnaire retenu.

Toute tentative faite par un Soumissionnaire pour influencer la Commission d'Appel d'Offres ou la LYDEC dans l'examen des soumissions ou la décision d'attribution du Marché pourra entraîner le rejet de sa Soumission sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le soumissionnaire ou le titulaire est passible.

En présentant sa soumission le concurrent s'engage :

1. à ne pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
2. de ne pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché et lors des étapes de son exécution.

ARTICLE 37. RECLAMATIONS DES CONCURRENTS

1. Tout concurrent peut saisir le Délégitaire par écrit, pour formuler sa réclamation, s'il constate que l'une des règles de la procédure de passation des marchés, prévue par le règlement de l'appel d'offres, n'a pas été respectée.
2. La réclamation du concurrent doit être introduite entre la date de l'envoi de la lettre circulaire et **dix (10) jours calendaires** à partir de la date d'envoi des lettres d'information des soumissionnaires du résultat de l'appel d'offres ; Il en est de même lorsqu'un concurrent évincé conteste les motifs de l'élimination de son offre par la commission et qui ont été portés à sa connaissance par le Délégitaire. Dans ce cas, la contestation du concurrent doit intervenir dans les **dix (10) jours calendaires** à compter de la date de réception de l'écrit.
3. Le Délégitaire fait connaître, au concurrent concerné, la réponse motivée réservée à sa réclamation dans un délai de **quinze (15) jours calendaires** à compter de la date de la réception de ladite réclamation.

4. Ne peuvent, toutefois, faire l'objet de contestation de la part des concurrents :
- a. le choix d'une procédure de passation de marché ou de sélection des candidats;
 - b. la décision de la commission d'appel d'offres de rejeter la totalité des offres;
 - c. la décision du Déléguataire d'annuler ou de ne pas donner suite à l'appel d'offres ou à un ou plusieurs lots par Lydec.

<p>Fait à, le :.....</p> <p>Le Soumissionnaire.....</p> <p>M/Mme En qualité de</p> <p>(*)</p> <p>(*) Mention manuscrite « Lu et accepté »</p>	<p>Signature :</p> <p>Cachet :</p>
--	---

ANNEXE 1 : MODÈLE DECLARATION SUR L'HONNEUR par lot

A établir sur papier en tête timbré en un seul exemplaire avec signature légalisée

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Appel d'Offres « Ouvert » N° du (date limite de remise des plis)

Objet :

LOT N°***** (par lot)

A – Pour les personnes physiques

Je, soussigné (prénom, nom et qualité)
agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
adresse du domicile élu :
affilié à la CNSS sous le n°
inscrit au Registre du Commerce de (localité) sous le n°
n° de patente

B – Pour les personnes morales

Je, soussigné (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique de la société)
au capital de :
adresse du siège social de la société adresse du domicile élu :
affilié à la CNSS sous le n°
inscrit au Registre du Commerce (localité) sous le n°
n° de patente

Déclare sur l'honneur :

- avoir lu et approuvé le dossier de l'appel d'offres et ses addenda éventuels et remplir les conditions de participation fixées pour le présent appel d'offres
- m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance, que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché ni porter sur corps d'état principal du marché, ni porter sur les parties du marché qui sont la spécialité du titulaire et qui lui sont confiées en raison de ses moyens et de son expérience professionnelle; et m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions de participation ;
- être en situation fiscale régulière et affilié à la CNSS et plus généralement que je rempli toutes les conditions prévues dans les textes législatifs et réglementaires
- ne pas être en liquidation ou en redressement judiciaire (ou être en redressement judiciaire mais autorisé par l'autorité judiciaire compétente);
- Avoir un lien avec les actionnaires du LYDEC (OU ne pas avoir de lien avec les actionnaires de LYDEC) ⁽²⁾
- m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposé à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et de l'exécution du marché ;
- m'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposé, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché et lors des étapes de son exécution ;

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans son dossier de candidature.

Je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur (exclusion temporaire ou définitive des marchés passés par LYDEC, l'établissement d'une régie, résiliation du marché).

Fait à, Le.....

Signature et cachet du concurrent ⁽¹⁾

en cas de groupement chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

(1) cette pièce devra être établie et signée, séparément, par chacun des co-traitants en cas de groupement.

(2) En cas d'absence de lien, il y a lieu de remplacer la mentions objet du point 6 par ce qui suit : « ne pas avoir de lien avec les actionnaires de LYDEC).

ANNEXE 2 : MODÈLE DE CAUTION DE SOUMISSION par lot**CAUTION DE SOUMISSION par lot**

Attendu que, ci-dessous désigné comme « le Soumissionnaire »,
a soumis sa Soumission en date du à l'Appel d'Offres
« Ouvert/Restreint/International » n° Lot n°*** (par lot en cas d'un marché
alloti) concernant [Brève description de l'objet de l'appel d'offres], ci-dessous désignée
comme « la Soumission »

Nous ayant notre siège à
....., ci-dessous désigné comme « la Banque » représentée par MM et
....., sommes tenues à l'égard de la LYDEC, pour la somme de que la
Banque s'engage à régler intégralement à la LYDEC, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Signé et authentifié par ladite Banque le jour de 20xx...

LYDEC mettra en jeu cette caution notamment dans les cas suivants :

- 1- Si le Soumissionnaire retire sa Soumission pendant la période de validité spécifiée par le Soumissionnaire dans son Acte d'engagement, ou
- 2- Si le Soumissionnaire s'étant vu notifier l'acceptation de son offre par la LYDEC pendant ladite période de validité :
 - a- manque à signer ou refuse de signer le modèle de Marché alors qu'il est requis de le faire, ou
 - b- manque à fournir ou refuse de fournir la garantie de bonne exécution, comme prévu dans les instructions aux Soumissionnaires,

- 3- Autre(s) cas prévus par le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres susvisé

Nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu de justifier sa demande.

La présente garantie demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des Soumission.

NB : En cas de groupement, il y a lieu de préciser sur le présent cautionnement qu'il est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant.

Signature par les deux personnes habilitées par la banque + cachet

ANNEXE 2 bis : MODÈLE DE GARANTIE DE BONNE EXECUTION

Nous, soussignée, Banque
dont le siège social
Registre de commerce n°
Représentée par
Domiciliée à
Déclarons nous porter garant de la sociétépour le montant de la garantie de bonne exécution auquel est assujetti la sociétéen qualité de titulaire du marché N°.....passé avec LYDEC relatif à

Ladite garantie de bonne exécution s'élève à la somme de

nous nous engageons par la présente, d'une manière irrévocable et inconditionnelle, à première demande de LYDEC et indépendamment de la validité et des effets juridiques du marché visé ci-dessus passée entre les deux parties, sans faire valoir d'exception ni d'objection résultant de ladite convention, à lui payer le montant de Dirhams (DH) et à verser ladite somme au compte suivant :

Banque : Attijariwafa Bank Agence centre d'affaires 2001

RIB : 007 780 00 02003000000201 18

La demande de paiement de LYDEC, dûment signée, comportera exclusivement la déclaration que le titulaire du marché n'a pas rempli les obligations contractuelles lui incombant en vertu du marché susvisé.

Nous déclarons expressément renoncer au bénéfice de discussion et de division.

Cet engagement est valable jusqu'à remise par LYDEC à la sociétéd'une mainlevée attestant la bonne fin des engagements de ladite société au titre du marché N°.....

FAIT ALE.....

SIGNATURE

NB : En cas de groupement, il y a lieu de préciser sur la présente garantie de bonne exécution qu'il est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant de ladite garantie reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant.

ANNEXE 3 : DECLARATION DE SOLIDARITE – MANDATAIRE COMMUN PILOTE

[A fournir en cas de groupement]

DECLARATION DE SOLIDARITE MANDATAIRE COMMUN PILOTE

Nous soussignés,

Raison sociale de la Société :

Adresse du siège social :

Capital social :

N° d'inscription au registre de commerce

Représentée par Monsieur[Nom, prénom et qualité au sein de la société]

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par.....

[Ce paragraphe est à répéter, dûment complété, pour chacune des Sociétés formant le Groupement]

Afin de préciser l'engagement que nous prenons vis-à-vis de LYDEC, en présentant l'offre ci-joint pour l'appel d'offres(ajouter le n° de l'appel d'offres).

DECLARONS

1- Que le groupement au nom duquel nous déposons la Soumission à l'Appel d'Offres « **Ouvert** » N°..... concernant est constitué par les[nombre].....Société.....[Raison sociale et sigle de chacune des Sociétés constituant le Groupement], et que le Groupement sera piloté par la [Raison sociale et sigle de la Société Mandataire] qui sera le Mandataire commun pilote du Groupement.

2- que l'engagement **conjoint** souscrit par notre groupement oblige le mandataire pilote à exécuter la totalité des prestations objet du marché faisant suite à l'appel d'offres n°..... , même en cas de défaillance, pour quelque cause que ce soit, de l'autre (ou tous les autres) co-traitant(s).

3- Que le maître d'ouvrage peut également se prévaloir valablement de la convention de groupement pour mettre en œuvre la solidarité des membres du groupement et les autres engagements y prévus.

4- Que le mandataire pilote du groupement est l'interlocuteur unique de LYDEC et représente l'ensemble des membres du groupement pris individuellement ou collectivement vis-à-vis de ce dernier, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec LYDEC.

5- Que les règlements à intervenir seront effectués au compte bancaire ouvert conjointement par nos[Nombre].....Sociétés, à [Nom de la banque, agence] sous le N° : [Compte, Bancaire], et que les versements effectués par le Maître d'Ouvrage à ce compte seront réputés libératoires pour le Maître d'Ouvrage vis-à-vis de chacune des Sociétés constituant notre Groupement.

6- Faisons élection de domicile, pour tout ce qui concerne la Soumission et le Marché à l'avenir, au siège social de l'entreprise pilote

Fait à, Le

« **BON POUR DECLARATION DE SOLIDARITE** »

[écrire de la main de chaque signature]

[Signature et cachet de chaque Soumissionnaire]

ANNEXE 3bis : CONVENTION DE GROUPEMENT par lot

Appel d'Offres « **Ouvert/Restreint/International** » N° du (date limite de remise des plis)

Objet :

LOT N°*** (par lot)**

Entre les soussignés :

L'Entreprise « », au capital de

Ayant son siège social à,

Affiliée à la CNSS sous le n°,

Inscrite au registre de commerce, sous le n°

Représentée par en qualité de

et désigné ci-après par **le mandataire ou « », .**

Et

L'Entreprise « », au capital de

Ayant son siège social à,

Affiliée à la CNSS sous le n°,

Inscrite au registre de commerce, sous le n°

Représentée par en qualité de

et désigné ci-après par **le membre du groupement ou « », .**

Et

D'autre part

Ensemble désigné le groupement.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de déterminer et de préciser les obligations du groupement composé de et pour l'exécution du l'AO n° ayant pour

Article 2 : ENGAGEMENT :

.....ets'engagent solidairement vis-à-vis de LYDEC (Maître d'ouvrage) à réaliser le marché objet des présentes.

ARTICLE 3 : PILOTE DU GROUPEMENT

.....etdésignententant que Mandataire Pilote du groupement.

Le mandataire pilote du groupement est l'interlocuteur unique de LYDEC et représente l'ensemble des membres du groupement pris individuellement ou collectivement vis-à-vis de ce dernier, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec LYDEC.

A cet effet, les parties munissent par les présentes, le mandataire des pouvoirs les plus étendus en toutes circonstances pour agir en leur nom auprès de LYDEC.

Les parties déclarent par les présentes que toute limitation du pouvoir du mandataire est inopposable à LYDEC.

Le mandataire a d'une part pour obligation de réaliser les prestations dont il a la charge et de coordonner et synthétiser d'autre part la réalisation de toutes les prestations à la charge des autres membres du groupement en vue de livrer l'ouvrage en parfait état de fonctionnement et en totale adéquation avec les objectifs du contrat.

Le mandataire reste pleinement chargé de sa mission et de son obligation de résultat, ainsi que des responsabilités qui en découlent durant toute la durée de validité de la présente convention.

Le mandataire a notamment pour obligation d'assurer des tâches administratives et de communication dans le cadre du Marché, notamment :

- Transmettre au maître de l'ouvrage les demandes d'acceptation de sous-traitance à conclure par tout membre du groupement ;

- Transmettre aux membres concernés, toute instruction, note, plan, directive, ordre de service, demande de modification de prestation commandée, demande de nouvelle prestation, etc., émanant du maître de l'ouvrage ou du maître d'œuvre ;
- Revêtir de son visa, avant transmission, les situations et mémoires des membres ; ce visa ne valant pas approbation et n'impliquant pas leurs vérifications ;
- Transmettre au maître de l'ouvrage toute communication qu'il juge utile émanant de tout membre du groupement ;
- Collecter auprès des autres membres du groupement - et les remettre au maître de l'ouvrage - toutes les attestations d'assurances requises par le contrat et énumérées dans l'article relatif aux assurances figurant dans le marché ;
- Le mandataire supporte les pénalités de retard et fait son affaire personnelle pour les répercuter le cas échéant au(x) membre(s) responsable(s).

Le mandataire a également pour obligation d'assurer des tâches techniques, telles que :

- Etablir en liaison avec les autres membres du groupement, le calendrier général d'exécution des prestations et d'assurer la mise à jour de ce calendrier,
- Assurer la mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination pour l'ensemble des membres du groupement ;
- Réaliser les plans d'installation définissant les nécessités requises par l'intégration des équipements dans les locaux ;
- Réaliser et fournir les plans guides d'exécution et de réservation à l'entreprise chargée de la réalisation du lot concerné pour que celle-ci étudie et produise ses propres plans d'exécution ;
- S'assurer de l'adéquation des plans d'exécution avec les plans guides d'exécution ;
- Veiller sur la conformité des prestations réalisées avec toutes les nécessités requises ;
- Demander, le moment venu, la réception des prestations et la levée des réserves éventuelles ;
- Réaliser toute autre tâche technique susceptible de faciliter l'exécution des prestations dans le cadre du marché.

ARTICLE 4 : REPARTITION DES TACHES ET POURCENTAGE DE REMUNERATION

La répartition des tâches convenues entre les membres du groupement est la suivante :

«XXXXXXXXXXXXXXXXXX» :

- Mission n°1 :
- Mission n°2 :

«XXXXXXXXXXXXXXXXXX » :

- Mission n°1 :
- Mission n°2 :

A préciser le pourcentage du projet pour chaque membre

ARTICLE 5 : RESPONSABILITE

Chaque membre du groupement s'engage à réaliser les travaux et prestations dans les règles de l'art et dans les délais prescrits. Il s'engage également à respecter solidairement toutes les obligations de l'AO

Chaque membre du groupement est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de ceux-ci à l'égard de LYDEC, Ceci implique pour chaque membre du groupement de renoncer au bénéfice de la discussion et de division vis à vis du maître d'ouvrage dans le cas où sa solidarité doit être mise en application par ce dernier.

Chaque membre du groupement devra notamment assumer les conséquences notamment financières vis-à-vis du Maître d'ouvrage, des éventuelles défaillances, carences, insuffisances, ou tout autre manquement de quelque nature que ce soit etc. des autres ou de tous les membres du groupement.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente Convention entrera en vigueur le jour de sa signature par les Parties.

La présente convention et la mission du mandataire prendront fin lorsque l'ensemble des éléments ci-dessous seront parachevés, réglés ou parvenus à leur terme :

- Lorsque les obligations contractuelles du marché issues de l'Appel d'Offres « **Ouvert** » n°et des éventuels avenants obtenus par le Groupement auront été entièrement exécutés ;

- lorsque les comptes et les différends éventuels avec LYDEC, auront été apurés et réglés ;
- lorsque toutes les réserves auront été levées ;

En cas de résiliation du Contrat par LYDEC, la présente convention et la mission du mandataire demeurent en vigueur :

- Jusqu'à l'apurement des comptes, tant entre les Parties et LYDEC qu'entre les Parties elles-mêmes ;
- Jusqu'au terme des périodes de garantie dues par le groupement au titre des prestations ou parties de prestations réalisées au jour de la résiliation.

ARTICLE 7 : REGLEMENT DE FACTURATION :

Les parties conviennent de ce que les règlements à intervenir seront effectués au compte bancaire intitulé xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx, ouvert auprès de la xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx sous le RIB n° : xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx

Les versements effectués par LYDEC dans ce compte seront réputés libératoires pour LYDEC vis-à-vis de chacune des entreprises constituant le groupement.

ARTICLE 8 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour tout ce qui concerne la présente convention et, les Parties conviennent d'élire domicile au siège social de L'Entreprise xxxxxxxxx sise à xx

ARTICLE 9 : REGLEMENTS DES CONTESTATIONS ET LITIGES

Tout différend entre les Parties découlant de l'application de la présente Convention ne pouvant être réglé à l'amiable par les responsables d'affaire sera porté à la connaissance des Directions Générales de chaque Partie en vue de la recherche d'un accord amiable.

Si un accord amiable ne peut être trouvé à ce niveau, le différend sera soumis à la juridiction exclusive du Tribunal de Commerce de Casablanca auquel les Parties attribuent compétence.

En cas de survenance d'un litige ou d'une mésentente entre les parties, ces dernières s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations et des travaux ne s'en trouve compromise. Dans tous les cas, les parties ne peuvent exciper du litige ou de la mésentente pour suspendre ou arrêter l'exécution de leurs prestations et obligations.

Signatures :

- Fait à Casablanca en deux (2) exemplaires originaux. le

-Cachet et signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé » pour chacun des membres.

ANNEXE 4 : MODÈLE – ACTE D'ENGAGEMENT (par lot)

(Sur papier en tête, à timbrer, conformément à la législation en vigueur)

ACTE D'ENGAGEMENT

Appel d'Offres « Ouvert » N° du (date limite de remise des plis)

Objet :

LOT N°*** (par lot)**

Passé en application de l'annexe 7 du contrat de gestion déléguée des services de distribution d'électricité, d'eau potable et du service d'assainissement liquide à Casablanca, fixant les conditions et les formes dans lesquelles sont passés les marchés de travaux, fournitures ou services par la société LYDEC

Partie réservée au concurrent :

a) Pour les personnes physiques :

Je (1), soussigné : (prénom, nom et qualité)
agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
adresse du domicile élu :
affilié à la CNSS sous le n° :(2)
inscrit au registre du commerce de(localité) sous le n°(2)
n° de patente(2).

b) Pour les personnes morales :

Je (1), soussigné :(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de(raison sociale et forme juridique de la société)
au capital de :
adresse du siège social de la société
adresse du domicile élu
affiliée à la CNSS sous le n°(2)
inscrite au registre du commerce(Localité) sous le n°
n° de patente(2)
En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

après avoir pris connaissance du dossier de l'appel d'offres concernant les prestations précisées ci-dessus en objet ;

après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- remets, revêtu(s) de ma signature, un bordereau de prix et un détail estimatif établi(s) conformément aux modèles figurant au dossier de l'appel d'offres;
- m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales du dossier de l'appel d'offres n° qui m'est remis et moyennant les prix que j'ai établi moi-même exprimés en lettres et en chiffres sur le bordereau des prix et le détail estimatif, lesquels font ressortir :

Montant total de la valeur des prestations arrêtée en valeur hors T.V.A : (en lettres et en chiffres) ;

Montant de la T.V.A: (en lettres et en chiffres) ;

Montant total de la valeur des prestations arrêtée en valeur T.V.A comprise: (en lettres et en chiffres).

Ce montant correspond à la valeur minimale des prestations pour chaque lot susceptibles d'être commandées dans le cadre du marché pour une période douze (12) mois est égale au montant résultant de la multiplication des quantités indiquées dans le bordereau des prix formant le détail estimatif (pièce n°3 du marché) par les prix unitaires figurant dans le même bordereau (Valeur minimale = quantité × prix unitaire).

La valeur maximale des prestations pour chaque lot susceptibles d'être commandées dans le cadre du marché pour une période douze (12) mois ne pourra pas dépasser Trois (03) fois la valeur minimale

3. Je m'engage pendant une période de à compter de la date de notification du Marché, à exécuter les prestations objet de la présente conformément à l'Ordre de Service qui me sera délivré par LYDEC et dans le délai prescrit par celui-ci

LYDEC se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte bancaire (n°RIB) (3) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (Localité), sous le numéro

Fait à....., le
(Signature et cachet du concurrent)

(1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- Mettre. "Nous, soussignés....., nous obligeons conjointement – solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
- Ajouter l'alinéa suivant. « Désignons(Prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

(2) néant.

(3) Supprimer les mentions inutiles.

(*) cette pièce devra être signée par l'ensemble des co-traitants en cas de groupement.

ANNEXE 5 : MODELE DE GARANTIE SOLIDAIRE par lot**ENGAGEMENT DE GARANTIE FOURNISSEUR
POUR LA FOURNITURE DE**Appel d'Offres « **Ouvert** » N°**Lot n°*** (par lot)**

La Société..... au capital de
..... dont le siège social est à
..... fournisseur des produits suivants, fabriqués dans ces
usines..... de et destinés à la fourniture objet de l'appel d'offres N°.....**(Ajouter le numéro de l'appel d'offres)**, lancé par LYDEC pour lesquels l'Entreprise (ou groupement d'entreprise)

d'une part,

Et Monsieur....., ci-dessus désigné, agissant au nom et pour le compte de l'entreprise (ou groupement d'entreprises) soumissionnaire a déposé une soumission comportant sur le produit précité.

d'autre part,

S'engagent par la présente, dans le cas où la soumission de l'Entreprise (ou groupement d'entreprise) serait agréée, à garantir conjointement et solidairement LYDEC pendant une **période de douze mois (12 mois minimum)** consécutifs comptée à partir de la réception partielle des fournitures précitées contre toutes dégradations ou corrosion anormale, manque d'étanchéité, défaut métrologique..., qui serait imputable, soit à un défaut de matière ou de fabrication, soit à un vice inhérent aux fournitures objet des présentes. Ils s'engagent, en conséquence, conjointement et solidairement, à réparer dans un délai minime, et conformément aux instructions qui leur seront données par LYDEC, les dommages causés par ces défauts et en particulier à remplacer à leurs frais tous produits ou tout lot devenu ou susceptible d'être devenu incapables d'assurer le service prévu dans les conditions précisées par le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Fait à..... le.....

Bon pour Engagement de garantie solidaire
(mention manuscrite, signature et cachet du

soumissionnaire).

Fait à..... le.....

Bon pour Engagement de garantie solidaire
(mention manuscrite, signature et cachet du fournisseur)

(*) cette pièce devra être signée par le fabricant des fournitures et l'ensemble des co-traitants en cas de groupement.

ANNEXE 6 : FICHE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES REFERENCES TECHNIQUES
[A fournir pour chaque membre du groupement et ou sous-traitants]
**FICHE DE RENSEIGNEMENTS
SUR LES REFERENCES TECHNIQUES**
DOMAINE DE SPECIALISATION DE LA SOCIETE :

.....
.....
.....

LISTE DETAILLEE DES PROJETS REALISES :

Travaux, Fournitures, Prestations de service ou Etudes, de type ou/et de volume analogues à ceux du présent appel d'offres, réalisés au cours des **dernières années** :

MAITRE D'OUVRAGE	NOM, LOCALISATION ET TYPE DE PROJET	N° MARCHE	MONTANT DU MARCHE (EN DH OU AUTRE MONNAIE)	ANNEE (S) D'EXECUTION	% DE PARTICIPATION DE LA SOCIETE DANS LE PROJET	INGENIEUR CONSEIL EN CHARGE DU SUIVI

Fait à le

[Signature et cachet du Soumissionnaire]

AVERTISSEMENT IMPORTANT :

Joindre les copies certifiées conformes à l'original des attestations délivrées par les Maîtres d'Ouvrages. Toute référence qui ne préciserait pas le montant du projet et qui ne serait pas attestée et certifiée par un Maître d'Ouvrage ne sera pas prise en considération quelle que soit son importance.

ANNEXE 7 : FICHE DE RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS**[A fournir pour chaque membre du groupement]****FICHE DE RENSEIGNEMENTS
ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS****RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIFS :**

- Nom officiel et raison sociale de la Société :
- Adresse complète du siège social :
- Adresses télégraphiques :
 - Numéro de téléphone :
 - Numéro de télex :
 - Numéro de Fax :
 - E-mail :
- Année de création :
- Régime juridique (forme) :
- Capital social :
- Activités principales :
- Nom des personnes habilitées à agir au nom de l'Entreprise :
 - 1)[Nom, prénom, fonction]
 - 2)[Nom, prénom, fonction]
 - 3)[Nom, prénom, fonction]
- Registre du Commerce :
- C.N.S.S. :
- Compte bancaire :

Pièces à joindre : Statuts de la Société

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS :

Volume annuel d'activité (Travaux, Fournitures, Prestations de service ou Etudes) réalisé sur cinq dernières années et projections pour les deux ans à venir :

En Dirhams Marocains

ANNEE	VOLUME ANNUEL D'ACTIVITE (Travaux, Fournitures, Prestations de service ou Etudes)	
	TOTAL	Prestations analogues à celles du présent appel d'offres

Communication des données financières des cinq dernières années : bilans, comptes de résultats.
Enumérer ci-dessous les documents et joindre un exemplaire.

.....
.....
.....

Nom, adresse et numéros de téléphone, des banques des Soumissionnaires, susceptibles de fournir des références si le Maître de l'Ouvrage leur en fait la demande.

.....
.....
.....

Renseignements concernant les litiges dans lesquels le Soumissionnaire est actuellement partie.

Autre(s) Partie(s)	Cause du litige	Montant en jeu

Fait à le
[Signature et cachet du Soumissionnaire]

ANNEXE 8 : FICHE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES MOYENS HUMAINS ET MATERIELS

[A fournir pour chaque membre du groupement]

FICHE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES MOYENS HUMAINS ET MATERIELS

MOYENS HUMAINS DE LA SOCIETE :

Effectif global du personnel permanent :

- Personnel cadre technique (niveau ingénieur) :personnes

NOM	QUALITE	FONCTION

- Personnel administratif : personnes
- Personnel d'exécution qualifié : personnes
- Ouvriers permanents : personnes
- Personnel Divers : personnes

Montant de la masse salariale annuelle déclarée à la CNSS au cours des trois dernières années :

Année	Masse salariale annuelle en Dirhams

MOYENS MATERIELS DE LA SOCIETE :

Le Soumissionnaire dressera la liste complète du matériel de la Société en distinguant éventuellement :

- le matériel roulant,
- le matériel de transport de liaison,
- le matériel logistique,
- le matériel de génie civil,
- le matériel bureautique,

Fait à le

[Signature et cachet du Soumissionnaire]

AVERTISSEMENT IMPORTANT :

La Commission des Marchés est habilitée à se renseigner auprès des autres administrations pour vérifier et contrôler les affirmations du Soumissionnaire. Toute omission ou insuffisance majeure d'information peut être considérée par la Commission comme une fausse déclaration visant à tromper les membres de la dite Commission et pourrait conduire à l'élimination de l'Offre du Soumissionnaire

ANNEXE 9 : MODELE D'ATTESTATION DE CAPACITE FINANCIERE SPECIFIQUE**[A fournir pour chaque membre du groupement]****ATTESTATION DE CAPACITE FINANCIERE**

Nous soussignés,[Nom ou raison social de l'organisme bancaire avec adresse]
Société Anonyme au Capital de : Dirhams,
Demeurant à

CERTIFIONS QUE

La société[Nom de la Société Soumissionnaire avec adresse] ayant un compte chez nous sous le N° est un client disposant de moyens financiers qui lui permettent de tenir correctement ses engagements. De plus elle dispose de moyens suffisants pour pouvoir soumissionner à l'appel d'offres N° du concernant [Brève description de l'objet de l'appel d'offres]

En foi de quoi, nous délivrons la présent attestation pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Le

Signature de la Banque

ANNEXE 10 : MODELE D'ENGAGEMENT DE LIVRAISONS ET DE STOCK DEDIES POUR LYDEC par lot

Je, soussigné..... (a).....(b) m'engage, dans le cadre de la soumission à **Appel d'Offres « Ouvert »** N°..... **Lot N° *** (par lot)** de l'Entreprise (ou groupement d'entreprise)

- à tenir en stock permanent **de 30%** des quantités minimum par référence destinées aux besoins passés en urgence exigeant une livraison à LYDEC en moins de **48 h**

- à pouvoir livrer dans un délai de **quatre (4) semaines** calendaires consécutives comptées à partir de la réception de la commande LYDEC, une quantité équivalente à 3 (Trois) fois le stock permanent minimum pour chaque référence

- à constituer le stock dédié LYDEC dans un délai maximal de **quatre (04) semaines** après la signature du marché. Reste bien entendu, que pendant ce délai Lydec passera des commandes devant être satisfaites dans les délais ci-dessus annoncés.

Par ailleurs, je déclare que Lydec ne s'engage que sur la valeur minimale, tel que définie par le CCAF, qui comprend le stock dédié.

Fait à le
[Signature et cachet du Soumissionnaire]

(a) Nom, prénom, domicile.
(b) Fonction dans la Société.

ANNEXE 11 : LISTE DES ECHANTILLONS A FOURNIR « OBLIGATOIRE »

	Code article	Désignation	Quantité minimale	UQ
LOT 1	104291	CABLE BT H1 XDV AS 3X240+95 ALU	3	ML
	104292	CABLE BT H1 XDV AS 3X150+70 ALU	3	ML
	104293	CABLE BT H1 XDV AS 3X95+50 ALU	3	ML
	104294	CABLE BT H1 XDV AS 4X50 ALU	3	ML
LOT 2	104291	CABLE BT H1 XDV AS 3X240+95 ALU	3	ML
	104292	CABLE BT H1 XDV AS 3X150+70 ALU	3	ML
	104293	CABLE BT H1 XDV AS 3X95+50 ALU	3	ML
	104294	CABLE BT H1 XDV AS 4X50 ALU	3	ML

N.B : les échantillons doivent être identifiés par des étiquettes portant la référence du soumissionnaire et la référence de l'appel d'offres